

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

#### Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,

Tél.: 33/0 1 43 79 29 60 Fax: 33/0 1 43 79 29 61

e-mail:

100641.2324@compuserve.com Rédacteur, directeur de publication,

gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire nº 59117. ISSN 1 0294-8516

Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie 2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France. Diffusé dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS, France. Tél.: 01 40 24 21 31,

Fax: 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En page 1, fragment d'une fresque murale du grand peintre méxicain Diego Riviera, en fond de la page 2, un fragment de carte postale socialiste de 1905 intitulée "le défenseur de la liberté"

### **Sommaire**

États-Unis

octobre 1998, n° 428

L'affaire Clinton-Starr Liberté pour Mumia Abu-Jamal Après les grèves de General Motors	Alain Tondeur (pétition) Kim Moody	3 5 6	
<b>Porto Rico</b> Leçons de quarante jours de grève	Rafael Bernabe	9	
Conjoncture économique  Dans la tourmente mondiale	Maxime Durand	11	
Union Européenne Une gauche syndicale en Europe 500 syndicalistes de gauche à Milan Des changements urgents pour l'Europe!	François Vercammen (note) (appel de syndicalistes)	17 17 18	
<b>Japon</b> Échec électoral du parti dominant	Jun'ichi Hirai	20	
Archives du Marxisme extrait du volume 2 des Œuvres de Rom	nan Rosdolsky (à paraître	23	
Sénégal  Recomposition sur fond de crise des partis Lutte et répression des électriciens Un fonds pour la diffusion d'Inprecor au Séné	Badara Ndiaye UNSAS égal (souscription)	27 29 31	
<b>Guinée-Bissau</b> Mutinerie et intervention sénégalaise	Badara Ndiaye	31	
Congo (Rép. Dém.) Une logique dramatique	Eric Toussaint	32	
<b>Soudan</b> La crise, ombres et lumières La nouvelle guerre mondiale de l'Oncle Sam	Pierre Beaudet	36 34	
Nouvelles du mouvement ouvrier et  — Chine, Mort de Zheng Chaolin  — Viêt-nam, Bensaïd publié  — Algérie, Le départ de Zeroual, un échec de	Wang Fanxi JM. Krivine	16 16 22	
to			

Abonnement	(11 numéros par an)	
<ul> <li>France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord</li> <li>Autres destinations</li> <li>PLI FERMÉ (toutes destinations)</li> <li>Moins de 25 ans et chômeurs</li> <li>Institutions (lecteurs multiples)</li> <li>Abonnement de soutien</li> <li>Découvrir Inprecor (réservé aux nou Lecteurs solidaires (abonnement offe</li> </ul>	190 FF (6 mois) 360 FF (1 an) 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an) 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an) (120 FF, 6 mois) (600 FF, 1 an) (à partir de 400 FF, 1 an) (aveaux abonnés; 75 FF, 3 mois) ert à un(e) lecteur/lectrice)	
Nom - Prénom :		

- Chèques banquaires et chèques postaux libéllés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte nº 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes !).



## L'affaire Clinton-Starr



## ou de l'influence de la fellation sur la politique, la finance et la morale dans un monde médiatisé

par Alain Tondeur\*

e moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat dans la liaison entre Bill Clinton et Monica Lewinski... Monsieur le président a menti à sa femme — comme c'est original — et à la justice, mais il n'a pas commis d'abus de pouvoir. Il est ahurissant qu'une banale affaire de relation extra-conjugale entre deux personnes majeures, consentantes et du sexe opposé (que n'aurait-on entendu si Lewinski avait été un homme!) ait des conséquences aussi importantes, aux États-Unis et au niveau de la planète.

### Aux États-Unis

Aux États-Unis, qu'il y ait ou non impeachment — destitution — du président, le débat sur le sommet des institutions est ouvert. La fonction de procureur indépendant a été créée il y a quelques années pour contrôler la présidence et augmenter la légitimité de celle-ci. Ken Starr transforme cette institution en boomerang. Il déstabilise non seulement Clinton mais aussi la présidence en tant que clé de voûte de l'État. Car qui peut être certain d'être à l'abri d'un Ken Starr ?

Les porte-parole intelligents de la bourgeoisie, démocrates et républicains confondus, sont conscients du risque d'instabilité qui découle de cette situation. L'intérêt supérieur de la classe dominante serait d'en finir avec cette affaire. Mais la possibilité pour agir dans ce sens est limitée par le poids des lobbies conservateurs parmi les élus, dans les médias et parmi les élites en général. L'affaire Clinton-Starr offre donc un exemple de situation où la bourgeoisie éprouve des difficultés à régner à cause de la composition de son personnel poli-

tique

Ce poids des conservateurs ne reflète nullement ce qui vit dans la société américaine. Les sondages à répétition le montrent : la grande majorité des Américains désapprouve le travail de fouille-merde de Ken Starr. Mais cette majorité n'a ni expression politique ni porte-voix médiatique : les trois-guarts des sénateurs ont voté la décision de mettre le rapport du procureur sur Internet, et des dizaines de quotidiens américains demandent la démission du président. Encore beaucoup plus forte qu'en Europe, la distorsion entre la majorité de la population et sa représentation est donc un élément important de la



crise.

Cette distorsion est le produit de l'histoire politique des États-Unis. Contrairement à l'Europe, les USA n'ont jamais connu un parti politique de masse issu du mouvement ouvrier et syndical. Le combat "politique" se limite à la rivalité entre deux partis bourgeois. Soutenus tous deux par des secteurs du patronat, ils s'affrontent à coups de milliards de dollars dans des campagnes électorales dignes du cirque Barnum. Le résultat invariable est la formation de gouvernements totalement liés au big business. Comme le vote n'est pas obliga-

toire, la majorité des travailleurs n'y participe pas. C'est un système de domination politique très performant pour la bourgeoisie. Mais l'affaire Clinton-Starr montre que ce système aussi peut entrer en crise. Ce n'est pas une constatation anodine au moment où, en Europe, les partis social-démocrates s'imaginent pouvoir échapper à la désaffection de leur base ouvrière en se transformant en partis démocrates, dans le cadre d'une américanisation de la vie politique...

### Au niveau de la planète

Les aventures de Bill et Monica font des vagues dans le monde entier. L'affaiblissement politique du président des USA porte en lui le risque d'un affaiblissement du leadership US. C'est pourquoi les bombardements américains en Afghanistan et au Soudan, il y a quelques semaines, étaient bien plus qu'une manoeuvre de Clinton pour détourner l'attention de ses difficultés conjugales et rétablir son image de marque personnelle. comme certains l'ont écrit. Ces actes de terrorisme d'État étaient pour l'impérialisme US une manière cynique de faire savoir urbi et orbi qu'il est toujours le maître du monde, et qu'il entend bien le rester. De là le soutien que les Républicains ont apporté à ces

Pourtant, ces exercices de musculation sont dérisoires face aux dangers qui planent sur le capitalisme international. La menace du terrorisme islamique n'est qu'une peccadille face au risque d'une crise économique géné-

<sup>\*</sup> Alain Tondeur est membre du Bureau politique du Parti ouvrier socialiste, section belge de la IVe Internationale.

Morris et Goscinny dans leur album *La guerison* des Daltons (Dargaud, Paris 1975) ont merveilleusement saisi la psychologie de l'extrême droite puritaine américaine. Nous n'avons pu nous empécher de citer leur contribution (en page 3, 4 et 5)

ralisée. voire d'une "Grande Dépression". Or les frasques de Clinton ont des répercussions à ce niveau-là aussi : sur l'électrocardiogramme instable des places boursières du monde, le rapport Starr a aggravé l'inquiétude née de la dévaluation du rouble! Il va de soi que la politique du Tomahawk n'est d'aucune utilité pour faire face à la tourmente financière mondiale. Mais que voulez-vous, il est plus facile de lancer quelques missiles sur le Sud que de mettre George Soros au pas...

### Irrationnel?

Journalistes et commentateurs bourgeois évoquent une situation surréaliste. Que les fellations à la Maison Blanche dépriment le Dow Jones, voilà qui semble en effet dépasser l'entendement. Mais il est trop facile de dénoncer « le caractère moutonnier des marchés financiers » ou leur « irrationalité », comme le font soudain tous ces journalistes économicofinanciers (qui semblent s'être donnés le mot au point d'employer les mêmes expressions, de New York à Paris en passant par Londres et Francfort). (1)

En réalité, ce comportement "des marchés" est hautement rationnel — dans le cadre hautement irrationnel de la course au profit capitaliste, s'entend. Les spéculateurs jouent de



grosses sommes d'argent. Des variations même minimes des taux peuvent entraîner des pertes ou des gains importants en chiffres absolus. Sur des marchés mondiaux très dérégulés, où plus de mille milliards de dollars se baladent à la recherche de placements juteux, de telles variations peuvent être provoquées par des informations étrangères à l'activité économique (sunspots). Comme chacun sait que les niveaux atteints en bourse n'ont

qu'un rapport très lointain avec l'économie réelle, et que celle-ci reste la base de tout, il suffit qu'un investisseur important amorce un retrait pour que les autres soient amenés à suivre. Les progrès dans les technologies de l'information font le reste.

Ce n'est pas l'irrationalité des marchés qu'il faut dénoncer mais celle du néolibéralisme et du capitalisme en général. Sans oublier de mettre en accusation les gouvernements qui ont pris les mesures de dérégulation débouchant sur la toute-puissance actuelle du capital financier. Le discours médiatique à la mode sur "l'irrationalité" des marchés escamote cet élément de bilan. Une fonction de ce discours est de toute évidence de "couvrir" le politique sans remettre en cause l'austérité.

### Instabilité croissante

La rocambolesque affaire Clinton-Starr met en lumière de façon tout à fait spectaculaire l'instabilité croissante du système capitaliste. Les deux aspects qui apparaissent au premier plan sont l'instabilité des institutions politiques/étatiques, d'une part, et l'instabilité financière, d'autre part. Il importe de souligner que ces deux aspects sont tous deux des conséquences de la mondialisation néolibérale.

L'instabilité croissante des institutions bourgeoises est le fruit de la fragilisation des États-nations par la mondialisation et la dérégulation. Cette instabilité ouvre des failles dans le système de domination politique bourgeois, failles par lesquelles des individus de tout plumage, voire des aventuriers, peuvent se glisser et aspirer à jouer un rôle politique. Ken Starr est l'un d'eux. L'affaire Clinton montre que les États-Unis n'échappent pas à la déstabilisation générale.

K. Starr ne mène pas seulement un combat politique en faveur de la droite républicaine. Il est au-delà de la compétition entre partis. Il incarne un courant profondément autoritaire, qui tend à substituer le gouvernement des juges au suffrage universel. En ce sens, Starr est un produit de la pensée unique néolibérale : puisqu'il n'y a plus de choix possibles, la politique peut être remplacée par la "global governance"; puisque la politique n'a plus de raison d'être, la morale

prend sa place ; et pour faire respecter la morale, qu'y a-t-il de mieux que des procureurs ou des prêtres ? Robert Falony se trompe selon nous quand il écrit dans le *Matin* de Bruxelles que le combat de Starr est aussi un combat « *contre l'État* » : nous y voyons plutôt un combat pour une forme d'État fort.

#### Ordre moral

Dans ce combat, le puritanisme sexuel teinté de voyeurisme de Starr n'est pas qu'une arme taillée sur mesure pour abattre Clinton. C'est un élément central de l'idéologie réactionnaire. Cet élément ne tombe pas du ciel. Le capitalisme est un système schizophrène : il excite le désir en l'avilissant et frustre le plaisir. Dans une société qui fait souffrir des millions de gens au travail alors que des millions d'autres n'ont pas de travail, la répression du plaisir joue un rôle important et la fonction du voyeurisme est d'apporter une compensation. L'un et l'autre doivent être vus dans le cadre du refoulement des besoins humains réels.

Il n'est pas étonnant que ce mécanisme idéologique joue un rôle de plus en plus important dans la pensée politique de la droite conservatrice, dont Starr fait partie. En effet, la société capitaliste d'aujourd'hui voit s'aiguiser jusqu'à l'absurde la contradiction entre le fait que les préconditions matérielles d'une vie heureuse pour tous et toutes sont réunies, d'une part et que, d'autre part, des souffrances accrues résultent des exigences du just in time, de la flexibilité, de l'exclusion, du pillage du tiersmonde, etc. La morale puritaine aide à supporter ce grand écart. Ken Starr est un produit de la modernité, pas le remugle d'un passé révolu.

Quoi qu'il soit personnellement un liberal — dans le sens employé aux USA — Clinton s'est placé lui-même sur le terrain de l'ordre moral délimité

<sup>1.</sup> Les mêmes feignent d'oublier que, pendant des années, ils ont chanté les vertus du marché libre et de la dérégulation, dans les mêmes termes également. Comme quoi les plus moutonniers ne sont peut-être pas ceux qu'on pense...

Interview dans Le Soir du 21 septembre, par exemple.

<sup>3.</sup> Karl Marx, Manuscrits de 1844, Editions sociales, Paris 1969.p 101.



par Starr, par opportunisme politique et conformisme médiatique (ciel, mon image!). Bien avant l'affaire Lewinski, il a mené bataille dans le parti démocrate pour les valeurs de la famille bourgeoise traditionnelle. Cette bataille était cohérente avec son projet politique. A partir de là, la voie était balisée jusqu'à la pitoyable séance de contrition publique devant les autorités religieuses, au cours de laquelle le président a fait l'éloge de la soumission au dogme et de la mortification.

### Cosi fan tutti

La plupart des grands médias internationaux ont publié le rapport Starr ou ses extraits "croustillants". Les journaux dits "sérieux" ont tenté de se justifier : « Tous nos lecteurs n'ont pas accès à Internet », « Ce rapport conditionne l'avenir politique du président, nous avons le devoir d'en informer nos lecteurs », etc. Ces bre-

douillages ne trompent personne. Le fond de l'affaire est purement commercial: « si nous ne publions pas, d'autres publieront et ils nous prendront des parts de marché ». Cosi fan tutti, tout le monde

le fait. Et on y ajoute le parapluie de l'irresponsabilité : « Ce n'est pas nous qui sommes responsables, mais les sénateurs américains qui ont mis le rapport sur Internet. »

On peut voir la photo de robe tachée de Miss Lewinski sur Internet. Par le truchement des médias, Ken Starr transforme toute la planète en un gigantesque peep show. C'est un résultat paradoxal pour un croisé de l'ordre moral. Mais en réalité ce résultat apporte de l'eau au moulin de la droite conservatrice et à ses discours sur "la pourriture" du monde moderne. A ce sujet, il est inquiétant de constater que des journalistes opposés à la publication du rapport plaident cette cause au nom des bonnes moeurs (2).

La médiatisation de l'affaire Clinton est significative du marais dans lequel le capitalisme entraîne chacun et chacune d'entre nous. Et on n'a pas encore touché le fond du marais. Car le tandem infernal du tabou et de l'obscène, de la morale et de l'absence de morale, est inscrit dans le mécanisme même de la production de marchandise, qui s'élargit sans cesse, déshumanise chacun et chacune et le transforme en chose. Comme le disait Marx il y a cent cinquante ans : « un eunuque ne flatte pas avec plus de bassesse son despote et ne cherche pas à exciter ses facultés émoussées de jouissance pour capter une faveur avec des movens plus infâmes que ceux qu'emploie l'eunuque industriel, le producteur, pour capter les pièces blanches et tirer les picaillons de la poche de son voisin très chrétiennement aimé. — (Tout produit est un appât avec lequel on tâche d'attirer à soi l'être d'autrui, son argent ; tout besoin réel ou possible est une faiblesse qui attirera la mouche dans la glu; — exploitation universelle de l'essence sociale de l'homme, de même que chacune de ses imperfections est un lien avec le ciel, un côté par lequel le cœur est accessible au prêtre...) L'eunuque industriel se plie aux caprices les plus infâmes de l'homme, joue le rôle d'entremetteur entre son besoin et lui, excite en lui des appétits morbides, quette chacune de ses faiblesses pour lui demander ensuite le salaire de ses bons offices. » (3) Pas mal vu, pour un auteur complètement dépassé, non ?

Nous reproduisons ci-dessous une pétition lancée en vue d'empêcher l'exécution du journaliste afroaméricain Mumia Abu-Jamal. A découper ou à photocopier et à renvoyer signée au COSIMAPP, c/o Le Point du Jour, 58, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, France.

Au Gouverneur Thomas Ridge, Pennsylvanie, États-Unis.

Monsieur le Gouverneur,

Devant l'innocence que clame depuis 1982 dans le couloir de la mort, le journaliste noir américain primé et engagé, Mumia Abu-Jamal; devant sa condamnation à mort après un simulacre de procès présidé par un juge ayant appartenu au même syndicat policier réactionnaire — l'Ordre Fraternel de la Police — que l'agent de police blanc retrouvé mort aux côtés d'un Mumia gravement blessé; devant le record national de condamnations à mort — visant 93 % de Non-Blancs — détenu par ce juge; devant le scandale national



de la corruption policière à Philadelphie; devant la pauvreté de Mumia qui comparait à son procès sans aucune expertise; devant la subornation aujourd'hui dénon-

cée par plusieurs témoins à charge ; devant la sélection du jury sur des critères racistes : devant la saisie récente en cellule de tous ses livres ainsi que des documents juridiques essentiels à la sauvegarde de sa vie ; devant l'encart publicitaire acheté plus de 50 000 \$ au New York Times par l'O.F.P. et ses sympathisants afin d'appeler à son exécution ; devant l'indignation renouvelée d'Amnesty International, la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies, le Parlement Européen, diverses Présidences de la République de par le monde et un nombre croissant de personnalités et d'anonymes en ce cinquantenaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, nous en appelons à vous, en tant que Gouverneur, pour que vous vous absteniez de signer un mandat d'exécution en cas de rejet de son avant-dernier appel — et que vous preniez toutes les mesures susceptibles d'assurer la libération de Mumia Abu-Jamal.

Nom: Signature: Adresse:

### Après les grèves de General Motors

## Réorienter le syndicalisme

par Kim Moody\*

ans la fameuse adresse aux grévistes de l'entreprise textile New Bedford en 1898 le dirigeant du Socialist Labor Party, Daniel De Leon, posait la question « Que signifie cette grève ? » De Leon expliquait aux travailleurs que leur grève compterait pour rien s'ils ne la percevaient pas en liaison avec le combat plus ample de leur classe. Il les louait pour leur courage et affirmait sa confiance dans l'arme de la grève, mais il avertissait que cette grève se réduirait simplement à un épisode de la longue série de batailles perdues à moins qu'elle ne s'insère dans la construction d'un mouvement ouvrier socialiste.

### La puissance de la grève

Les grèves qui viennent de se conclure récemment dans deux entreprises de General Motors (GM) à Flint (Michigan) furent les sixième et septième grèves locales contre le géant de l'automobile depuis 1994. Au total, il y a eu 22 grèves contre GM depuis 1990. Beaucoup de ces grèves ont montré la force du syndicat et la vulnérabilité des systèmes de production actuels fondés sur le "zéro stock" (just-in-time). En général, elles ont obtenu des embauches supplémentaires alors que GM était engagé dans la "rationalisation" de l'emploi.

Plusieurs de ces grèves, notamment la récente grève à Flint, ont démontré que le syndicat est à même de modifier les plans de restructuration agressifs. Dans quelques cas, comme à l'usine de Warren (Michigan), l'an dernier, et maintenant à Flint, GM a été forcé d'abandonner ses projets de désinvestissements et de suppressions des avantages acquis. Alors que GM avait juré

\*Kim Moody est l'auteur de *Workers in a Lean World (Ouvriers dans un monde flexible*), éd. Verso. Il dirige le Labor Education and Research Project. Cet article est repris de la revue *Against the Current* [Center for Changes, 7012 Michigan Avenue, Detroit, MI 48210, E-mail: cfc@igc.apc.org]

qu'il ne permettrait jamais au syndicat d'intervenir sur sa politique d'investissements, c'était précisément pour obliger GM de tenir sa promesse d'investir 180 millions de dollars dans le Centre Metal que la grève a eu lieu. De plus, l'accord issu de la grève a au moins temporairement bloqué le plan de GM visant à réduire les usines Delphi à Flint et à Dayton (Ohio). Ce recul temporaire suffit pour que l'accord soit massivement approuvé : 90% dans le Centre Metal et 76% dans l'usine Delphi. (Peu de temps après, GM dévoila ses plans pour vendre Delphi).

Le syndicat a porté un coup très dur à GM, qui a vu ses bénéfices réduits de 3 milliards de dollars et son chiffre d'affaires diminué de 12 milliards pendant la durée du conflit (54 jours). Des grèves dans les deux usines avaient amené la fermeture de 27 (sur 29) usines d'assemblage et de plus de 100 entreprises produisant des pièces détachées aux États-Unis, au Mexique et au Canada.

Une leçon très claire du conflit c'est que la puissance des travailleurs se trouvant au coeur du système international de la production flexible (*lean production*) s'est nettement affirmée et la capacité syndicale d'élargir le terrain des négociations se trouve renforcée.

### Des enjeux majeurs sans solution

N'empêche que les paroles de Daniel De Leon pèsent sur cette série de grèves. Malgré la démonstration de force des travailleurs et de leur syndicat, les enjeux majeurs de ces grèves restent sans réponse.

La tentative de GM d'accroître sa compétitivité est un aspect permanent du capitalisme. Ce n'est pas quelque chose qui a commencé dans les années quatre-vingt-dix. Mais cela s'est accéléré sous la pression de Wall Street et de tous ceux qui possèdent ou jonglent avec les actions de l'entreprise. Pour faire face à cela l'action syndicale dans une ou deux localités ne suffit pas.

Les grandes conventions collectives de l'United auto workers (UAW, syndicat des travailleurs de l'automobile en Amérique du Nord) lui permettent de faire grève concernant des problèmes locaux tels que la santé et la sécurité, les normes de production (speedup) et la sous-traitance du travail qualifié. Mais ce cadre, fixé dans les années quarante et cinquante, nécessite une révision draconienne pour les années quatre-vingt-dix et pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Il n'est pas faux d'utiliser des grèves locales afin de frapper une entreprise vulnérable. En effet, les Teamsters (le syndicat des camionneurs) ont utilisé des grèves locales à Overnite comme ceux de GM l'ont fait à Flint. La différence c'est que les Teamsters avaient un objectif national, à savoir imposer à l'entreprise la signature d'un accord national (National Master Freight Agreement). Il ne faut pas mépriser le droit de grève sur le plan local pour des intérêts locaux. Mais il faudrait placer des questions telles que les normes de production, la sous-traitance et les rationalisations/licenciements dans le panier des négociations nationales afin de limiter les marges de manoeuvres de l'entreprise et de créer ainsi un climat plus favorable à une résistance locale.

Les dirigeants de l'UAW ont refusé de généraliser la lutte, et même, lorsque tout GM était pratiquement à l'arrêt, ils n'ont pas adopté une démarche nationale en incorporant ces enjeux dans les négociations à venir pour la convention collective de 1999.

Le maximum que la direction syndicale a réussi à trouver fut la mise en place d'un nouveau comité paritaire (un de plus) entre syndicats et direction afin, comme l'a écrit le New York Times, de « prévenir les confrontations futures » et un accord sur le non-recours à la grève dans les deux usines de Dayton, qui, en 1996, ont obligé la direction à mettre le genou à terre.

Pourtant, plusieurs autres entreprises étaient prêtes pour des grèves, y compris celles qui, hier encore, étaient considérées comme des modèles du consensus.

Lorsque l'accord fut conclu à Flint, beaucoup de grévistes prédirent un affrontement majeur avec GM à l'occasion des négociations nationales de 1999. Ils savaient déjà que, quels que soient les gains ou les pertes de l'accord conclu, les problèmes fondamentaux qui concernent toutes les entreprises

de GM — aggravation des normes de travail, sous-traitance, rationalisation en violation de l'accord de 1996 qui imposait le maintien de 95% de la main d'œuvre — resteraient sans solution.

## L'éternel recommencement

En regardant le sort des dix-sept grèves chez GM des 4 dernières années, nous devons poser la question de savoir pourquoi le syndicat veut recommencer le même combat, encore et encore, sans résoudre les enjeux fondamentaux au sein de l'entreprise.

Néanmoins l'UAW continue d'insister sur le fait que ces enjeux qui frappent tous les sièges de GM, ont un simple caractère "local". Bien sûr, le respect des conventions collectives limite le droit de grève au niveau de chaque entreprise. D'un point de vue légal, le syndicat ne peut faire grève et négocier qu'autour de ces enjeux. Pourtant le Premier amendement (à la Constitution américaine) existe toujours, qui permet de mettre en discussion le caractère national de ces enjeux.

Beaucoup de gens ont noté la manière par laquelle les Teamsters avaient abordé la grève de UPS en 1997, et celle, très différente, des dirigeant de l'UAW cette année. Alors que les Teamsters avaient interpellé l'opinion ouvrière d'une manière offensive, en transformant leur grève en une grève pour l'ensemble du monde du travail, l'UAW affiche un profil bas en insistant sur le caractère local des grèves et des enjeux.

Le syndicat peut encore les intégrer dans les négociations des nouvelles conventions collectives avec les "trois grands" (Ford, GM, Chrysler)



l'an prochain. Pour l'instant l'UAW n'en a rien fait.

## Les limites du syndicalisme patronal

Des militants du New Directions Movement de l'UAW (Mouvement pour s'engager dans de nouvelles directions) ont appelé à agir dans ce sens. Soutenus par quelques dirigeants locaux indépendants de l'appareil central, ils voyaient une opportunité d'engager un mouvement sur le plan national. Cela n'a pas réussi.

Les militants des New Directions Mouvement mettent l'accent sur les faits suivants : le total des heures de travail chez GM-Flint est passé de 78 000 à la fin des années soixante-dix à environ 33 000 à la veille de ces grèves. Le « taux de l'emploi effectif » parmi les hommes noirs dans cette ville afro-américaine est de 27%! Et les rationalisations (downsizing) prévues par GM à Flint vont détruire à nouveau 11 000 emplois — ce qu'un permanent de l'UAW (Local 599) à Flint a appelé « du racisme industriel » (Labor Notes, 14 août 1998).

Au niveau national l'UAW a perdu en vingt ans la moitié de ses membres, alors que le nombre de travailleurs dans l'automobile n'a presque pas changé. La direction de l'UAW insiste lourdement sur les délocalisations vers le Mexique et ailleurs. Or, cette perte de syndiqués s'explique par deux autres raisons.

La première c'est l'accélération des cadences au sein des usines d'assemblage. En 1978, 328 000 travailleurs fabriquaient environ 9 millions de voitures et de camions aux États-Unis. Aujourd'hui 258 000 travailleurs suffisent pour 12 millions de véhicules. La seconde cause de la baisse de syndicalisation c'est le développement d'entreprises américaines "hors syndi-

cat" dans le secteur des pièces détachées. Le nombre de travailleurs dans ce secteur s'est accru de 352 000 en 1978 à 437 000 cette année. Le taux de syndicalisation, par contre, est passé de 75 % à 10 %, selon certaines estimations. Et pourtant la direction de l'UAW continue à dire que ce déclin est lié à des phénomènes locaux.

Il ne faut pas se tourmenter pour dénicher d'où vient cet esprit localiste. Des dizaines d'années d'idéologie et de pratique de collaboration de classe avec les patrons suffisent pour l'expliquer. Pendant le guart de siècle qui a suivi la seconde guerre mondiale, les grèves étaient quasi-exclusivement locales, les grèves nationales étant plutôt des cérémonies (avec des exceptions importantes, évidemment); parler de "jaunes" était pour le moins impoli. En plus, la base des syndicats était fragmentée à cause du système de protection sociale privé, dans lequel les syndicats et leurs membres sont liés aux bénéfices de l'entreprise. C'est cela qui a façonné cette conscience localiste. Si l'on ajoute à cela quinze années de collaboration de classe au nom de "la concurrence", qui ont profondément affecté la conscience de classe à tous les niveaux, ainsi que le comportement des dirigeants de l'UAW (appuyés d'ailleurs par une bonne partie des adhérents), alors la boucle est bouclée

Le problème c'est que l'accord syndicats-patrons sur lequel a reposé cette idéologie et cette pratique, est rompu depuis longtemps. En effet, depuis le début des années soixante-dix, il y a eu beaucoup de grèves locales autour des conditions de travail, ainsi que des grèves "sauvages" contre le climat d'oppression et de répression — luttes qui ont été dispersées et étouffées par la machine bureaucratique de l'UAW.

Il faut y ajouter le rôle joué par le partenariat travail-capital qui procure à l'UAW des dizaines de millions de dollars de rentrées. En fin de compte, cela a désarmé le syndicat et permis aux patrons de déborder celui-ci.

Caterpillar, une autre entreprise qui applique le "partenariat", a fait plus que simplement casser l'accord de l'après-guerre. Elle a utilisé la période de "coopération" de la fin des années quatre-vingt pour investir dans des facilités "hors-syndicales" aux États-Unis et dans le monde; et

ensuite a engagé des "jaunes" pour casser le syndicat aux USA.

### "Partenariat" ou "cinéma" ?

Malgré le programme multimillionnaire (en dollars!) investi dans "le partenariat", GM est passé à l'attaque sous la pression de Wall Street et de ses actionnaires pour rationaliser, faire appel à la sous-traitance et réduire les coûts. GM a abandonné la pratique et même le "cinéma" autour de la "coopération", y compris dans son entreprise-modèle Saturn. Là, une série de petites rébellions de la base — d'abord contre les dirigeants syndicaux, puis contre les contrats du type "risque-rétribution" et enfin un vote massif en faveur de la grève en juillet 1998 — ont mis fin au "partenariat". A l'entreprise NUMMI (la joint venture entre GM et Toyota), la direction est allée au-delà en menaçant de fermer la ligne de montage des camions, si le syndicat passait à la grève le 31 juillet, à la fin de la convention collective.

Fin juillet, les unions locales de l'UAW dans 6 entreprises de GM attendaient un mot d'ordre de grève contre l'entreprise géante. Mais l'orientation était et restait que tout cela relevait de situations purement locales.

La propagande de GM répète à souhait : Comment quelqu'un peut-il, dans le monde d'aujourd'hui où sévit une concurrence féroce, argumenter en faveur de conditions de travail décentes et d'un emploi garanti ? Aux yeux des gens cela semble aussi réaliste et naturel que le va-et-vient de la mer. En réalité, beaucoup de gens l'acceptent tout simplement parce qu'ils ne voient pas d'alternative. Et l'UAW n'en offre pas. Son dernier cri fut d'accuser GM d'investir à l'étranger en mettant « l'Amérique en queue » de ses préoccupations.

Chrysler a dû affronter deux grèves l'an dernier, dont une "sauvage". Le mécontentement est très fort, mais reste inexprimé. Le Wall Street Journal du 26 juillet citait des permanents syndicaux locaux chez Ford et Chrysler expliquant que la direction nationale de l'UAW a été trop faible face à la direction de ces entreprises. Les problèmes qui se posent aujour-d'hui chez GM se répètent chez Ford et Chrysler.

Il ne pouvait pas en aller autrement dans l'industrie automobile internationale, où la concurrence commence par créer une surcapacité parce que les entreprises luttent pour élargir leur part du marché; parce que la production flexible impose une norme générale d'intensité du travail qui réduit l'emploi; et parce que, en fin de compte, la concurrence pousse chacun à réduire cette surcapacité — laissant toujours quelqu'un sur le carreau.

### Vers une nouvelle conscience de classe

Les dirigeants syndicaux vaquement social-démocrates se croient largement en avance sur leur base en ce qui concerne la vision sociale, la pensée stratégique et le sens politique. En réalité, ils sont dépassés par un nombre croissant de leurs membres sur au moins un plan. De plus en plus de travailleurs comprennent le caractère international des enjeux qui avaient débouché sur des grèves aussi visibles que celles chez UPS l'année dernière et chez GM cette année. Or, le soutien à ces grèves fut massif dans la population. Les sondages indiquaient le soutien public pour les grévistes de GM: 67% dans la région de Flint, 74% dans un sondage national de ABC Internet, et « écrasant » dans un sondage de Gallup.

Ces vingt dernières années le Capital a radicalement accru sa capacité à restructurer, remodeler et transformer la production de biens et de services à travers une concurrence brutale. Cela a transformé des enjeux au départ locaux en enjeux de toute la société. A partir de là, la stratégie syndicale devrait pouvoir s'améliorer. Il devrait être possible de mobiliser toute la main-d'œuvre, et au-delà d'organiser aussi les inorganisés.

En même temps, la réorganisation sans précédent du Capital à travers les fusions, les concentrations et les regroupements a attiré sur elle, de par sa visibilité, les rancœurs du monde du travail. Ajoutez à cela, surtout aux États-Unis, l'explosion tout aussi visible des revenus de la classe dominante à travers les "salaires" et bonifications astronomiques des managers, la valorisation exponentielle des actions et des dividendes — et vous aurez les fondements d'un ressentiment profond et d'un renouveau de la conscience de classe.

Évidemment, cette nouvelle conscience doit se frayer une voie à

travers des décennies d'une idéologie de collaboration de classe, de racisme, de conservatisme social et le poids inerte d'un gros paquet de "sens commun". Les dirigeants du mouvement ouvrier d'aujourd'hui sont pris dans leur propre idéologie. D'une part, un syndicalisme de collaboration qui porte le poids d'un passé perdu et d'un "partenariat" désormais enterré, et d'autre part, un vague populisme pour se sortir de cette impasse.

La dynamique de la lutte chez GM révèle les potentialités et les limites du moment présent. Après presque deux décennies de paralysie et de quasipassivité, la base dans le secteur automobile pousse à la résistance sur le plan local, ce qui est pour le moment le seul lieu dont elle peut se saisir.

Ce renouveau de militantisme a poussé les dirigeants de l'UAW à ouvrir les portes à l'activité gréviste et même à des tactiques pour influencer l'entreprise — des grèves en série qui frappent et entravent la production.

Mais la base n'a pas encore le pouvoir de pousser la direction vers le pas suivant : une véritable stratégie nationale pour se saisir des enjeux plus généraux. L'étroitesse de la stratégie des directions syndicales en revanche empêche une mobilisations plus large de la classe ouvrière, ne fût-ce que symbolique, en soutien des grévistes.

C'est une situation qui exige une percée là où les forces ne sont pas encore réunies pour y arriver. De Leon avait raison, il faudra plus qu'une ou deux grèves pour en arriver à un nouveau mouvement ouvrier plus ample, surtout si cet objectif n'est pas systématiquement poursuivi. Alors que la solution linéaire de l'époque de De Leon (un parti socialiste et une fédération syndicale socialiste conduisant vers la grève générale) ne peut être une option pour aujourd'hui, l'idée de (re)construire, à nouveau, à partir des luttes actuelles un mouvement de la classe se présente comme une possibilité — même si ce sera difficile et à terme. La tâche pour maintenant est de d'établir à la base la puissance et l'organisation indispensable vers cette percée, d'amener les luttes locales vers le niveau national et d'aller audelà des syndicats vers une classe ouvrière qui commence à nouveau à se considérer comme une classe.

## Leçons

## de quarante jours de grève

par Rafael Bernabe\*

A près quarante jours de grève, plusieurs arrêts de travail d'un jour dans différents secteurs de l'État et une grève générale de deux jours, les travailleurs du téléphone de Porto Rico ont repris le travail sans atteindre leur but : obliger le gouvernement à annuler l'accord de vente de la compagnie d'état des téléphones (PRTC) à un groupe d'investisseurs dirigé par la GTE (1).

La grève proclamée par les deux syndicats du téléphone avait commencé le 18 juin. Dès le début il était évident que le gouvernement voulait se lancer dans une épreuve de force brutale : déjà pendant les premières heures de grève il y avait eu des affrontements entre les travailleurs et la police, des émeutes au moins dans trois endroits dont le siège principal de la PRTC. Ces affrontements ont continué chaque jour en culminant le 22 juin. A ce moment le gouvernement a obtenu par la justice l'interdiction des piquets de grève dans une zone de 18 mètres devant les portes des sièges de la PRTC. Mais cette décision est restée lettre morte grâce à l'ampleur des piquets.

### « La grève du peuple »

Par ailleurs, la grève a joui d'un soutien massif. La lutte contre la privatisation avait déjà comporté une journée de grève générale au mois d'octobre 1997 et des douzaines des mobilisations par la suite. Cette campagne était coordonnée par le CAOS (2), une coalition large de groupes du mouvement ouvrier, d'étudiants, d'écologistes,

de membres des communautés et de groupes culturels, politiques et religieux. Annie Cruz, présidente de HIETEL, l'un des syndicats des téléphones, avait été désignée comme coordinatrice du CAOS au début de la grève.

Dès les premiers jour le CAOS a insisté pour que la grève soit appelée "la grève du peuple" dans le but de souligner que tous les travailleurs étaient concernés. En fait, chaque jour et chaque soir des milliers de personnes ont soutenu les piquets. Elles ont donné aux grévistes de l'argent et de la nourriture alors que l'appel à déployer le drapeaux portoricain était perçu comme un signe de soutien à la grève. Le soutien a été particulièrement important de la part des étudiants. Il s'agissait donc bien plus que d'un conflit du travail traditionnel.

La réussite d'une grève des travailleurs du téléphone avec une telle résonance est le reflet du fait qu'à Porto Rico la lutte contre la privatisation ne peut pas être séparée de la question du contrôle de l'économie de l'île par les multinationales des États-Unis, qui est l'expression la plus typique du rapport colonial imposé au pays. Ainsi, la lutte contre la privatisation de la PRTC était le symbole d'un mouvement beaucoup plus large d'affirmation nationale.

### Attaques contre la gauche

Le troisième jour de grève, le responsable de la police a commencé à dénoncer sélectivement plusieurs dirigeants syndicaux et étudiants comme "agitateurs extérieurs". Ce fut le signal d'une campagne intensive incluant les journaux et la télévision, au cours de laquelle le gouvernement prétendit

que la grève avait été confisquée par des gens de gauche. Parmi les cibles de ces attaques, des dirigeants du regroupement de la gauche radicale Frente socialista (Front socialiste), l'avocat du travail Jorge Farinacci et l'auteur de cet article. La Chambre des Représentants elle-même a approuvé une résolution dénonçant les agitateurs.

Au cours de la deuxième semaine de grève, plusieurs syndicats ont entrepris des actions de solidarité. Les travailleurs de l'électricité ont déclanché une grève de trois jours et les travailleurs de la compagnie des eaux et des assurances d'État ont fait une grève d'un jour. Les travailleurs de différents syndicats (téléphone, dockers, camionneurs, compagnie des eaux) ont paralysé les zones les plus importantes du port de San Juan.

Entre-temps, des actions de sabotage affectaient assez largement le système téléphonique, surtout à l'intérieur de l'île. Cela faisait partie de ce que le Concilio General de Trabajadores (CGT), l'une des fédérations de travailleurs de Porto Rico, appelle "état de grève", ce qui signifie non une grève, mais une situation où tous les syndicats sont en alerte, prêts à agir si nécessaire. Cela peut comporter des grèves, des marches, des grèves sélectives et roulantes dans certains secteurs, y compris une grève générale.

### Grève générale

La première étape da la grève s'est achevée par une manifestation majeure : une assemblée du CAOS le 28 juin avec la participation de 1200 délégués. L'assemblée a lancé un appel à une grève générale de deux jours.

Cette grève — les 7 et 8 juillet — a été



\*Rafael Bernabe, enseigne à l'Université de San Juan.

1. Inprecor n° 426 de juillet-août 1998 avait rendu compte de la préparation de cette grève.

2. Comité amplio de organizaciones syndicales, civicas, religiosas y culturales, regroupant plus de 60 syndicats et d'autres associations

### Porto Rico

un énorme succès. L'esprit combatif de centaines de manifestants dans les rues, l'ampleur des mobilisations, les affrontements avec la police les jours avant la grève ont été tels que la Banco popular, les principaux centres commerciaux, des centaines de bureaux et de magasins ont décidé de fermer. Les précédentes grèves générales — 28 mars 1990, 1er octobre 1997) — avaient été limitées essentiellement au secteur public. Cette fois c'est un secteur significatif de l'économie privée (surtout le commerce) qui a été paralysé. Et alors que les mobilisations précédentes étaient concentrées dans la capitale, San Juan, cette fois il y a eu des actions et des concentrations dans l'île toute entière. Parmi les actions les plus spectaculaires, rappelons le blocus pendant plusieurs heures de toutes les routes vers l'aéroport international et celui de la zone touristique de Condado.

Pourtant, la matin après la grève, les directions des deux syndicats du téléphone, l'UIET et le HIETEL, ont annoncé leur disposition à négocier un retour au travail rapide. Tout à coup le mouvement a semblé être à la dérive. Les parcipaux dirigeants n'indiquaient aucune perspective, ils ne donnaient aucune explication. Est-ce que la grève générale n'avait été qu'une dernière action désespérée ? Est-ce que les dirigeants s'apprêtaient à négocier ? Personne ne le savait. La participation aux piquets diminuait sensiblement.

Puisque de nombreux s' teurs avaient commencé à mettre en question le chemin choisi par les dirigeants des syndicats, Annie Cruz démissionnait de ses fonctions de coordinatrice du CAOS. La presse parlait des divisions non au sein du gouvernement, mais au sein du CAOS.

Trois semaines plus tard, les négociations ont abouti à une conclusion. L'assemblée du syndicat UIET sur la ratification de l'accord entre les syndicats et le gouvernement pour le retour au travail a été le théâtre d'une véritable bataille physique puisque le groupe dirigeant autour de son président José Juan Hernandez avait voulu imposer l'accord sans débat. En fait, aucun de ces problèmes n'avait une origine récente. Les divergences apparues après la grève générale étaient le produit de tensions et de divergences qui avaient marqué le processus dès le début.

### Manœuvres bureaucratiques

Revenons en arrière. Le CAOS n'avait pas été formé sans lutte. Il y a un an, après que le gouverneur eut annoncé ses plans de privatisation de la PRTC, un débat assez dur avait éclaté dans le mouvement ouvrier. Une partie de la direction, autour de Federico Torres, président de la Central puertorrique-

na de los trabajadores (CPT) avait soutenu que le mouvement contre la privatisation devrait être dirigé par le COS, un comité réunissant les trois fédérations syndicales. S'y étaient opposés tous ceux qui avaient déjà fait des expériences négatives de la capacité du COS de fonctionner démocratiquement et de diriger des mobilisations prolongées. Ces secteurs étaient favorables à la création d'un nouvel organisme, plus large, dirigé par les travailleurs du téléphone et ouvert non seulement aux syndicats mais aussi à des organisations sociales et politiques. Après un débat virulent en assemblée générale le 3 août 1997, la deuxième option avait été retenue donnant naissance au CAOS, dont Alfonso Benitez, à l'époque président de l'UIET, a été le premier coordinateur. Ceux qui avaient estimé que la création du CAOS représentait une attaque contre leur rôle dirigeant, ont considéré par la suite que la priorité était de détruire le nouveau mouvement et de faire renaître la structure du COS.

Ils on tenté leur chance lors des élections à l'intérieur de l'UIET au printemps dernier. La vieille garde de la CPT a appuyé José Juan Hernandez contre Benitez. Le gouvernement voulait lui aussi éloigner Benitez. Celui-ci a sous-estimé l'opposition. Comme résultat, seuls un tiers de membres ont voté. Hernandez a gagné par moins de 200 voix. L'UIET et le CAOS ont perdu leur dirigeant principal, le plus militant, alors que l'UIET avait désormais un président dont l'engagement dans la lutte contre la privatisation était pour le moins douteux.

Dès que l'accord préliminaire pour la privatisation a été rendu public, une lutte très dure a éclaté à l'intérieur de l'UIET et du CAOS entre ceux qui étaient favorables à une riposte militante pouvant conduire à une grève et ceux qui prônaient une attitude attentiste. D'autres, comme José Rodriguez, président de UNTS (la branche portoricaine du syndicat des États-Unis SEIU) déclarait que n'existaient pas les conditions d'une grève générale ou de mobilisations majeures. Personne ne se prononçait ouvertement contre la grève, mais il était évident qu'une partie de la direction du mouvement ouvrier faisait de son mieux pour démoraliser et désorienter les gens, en rendant ainsi impossible une grève victorieuse.

Si la pression des délégués de l'UIET qui avait obligé Hernandez à accepter la grève à partir du 18 juin, toutes ses actions avaient visé à désarmer les travailleurs et pendant la grève il ne fit rien pour l'organiser. De même que le gouvernement, il estimait que sans direction la grève échouerait en l'espace de quelques jours. Puisque cela n'avait pas lieu, Hernandez disparaissait pendant plusieurs jours. Ainsi Annie Cruz est devenue la seule

dirigeante visible de la grève.

Après la grève générale de deux jours de juillet 1998, Annie Cruz et Hernandez avaient affirmé que les grévistes étaient prêts à reprendre le travail à certaines conditions. On perdait ainsi de vue l'objectif essentiel de la grève. A ce moment, une partie de l'aile militante du CAOS et de l'UIET a expliqué que, si un retour au travail était nécessaire, il fallait le faire immédiatement sans négociation alors que l'esprit militant était encore vif. Si le gouvernement décidait un lock-out, le soutien des travailleurs à la lutte se renforcerait davantage.

Mais les directions des deux syndicats se sont engagées dans une longue négociation avec le gouvernement alors que l'affaiblissement des piquets de grève qu'elles avaient encouragé, diminuait leur pouvoir de négociation. Le résultat a été un accord pourri qui lie les mains aux syndicats et à leurs membres au moins pour six mois, pendant lesquels la privatisation de la PRTC pourrait être réalisée. La CPT a même menacé de sortir du CAOS.

#### Et maintentenant?

Malgré tout, il est important que la lutte contre la privatisation ait pu durer si long-temps avec la plus large mobilisation sociale vue à Porto Rico depuis les années trente. Il en résulte que le mouvement ouvrier est presque certainement à la veille d'un réalignement majeur avec des chances pour le secteur le plus progressiste et le plus militant. La grève a aussi démontré qu'il existe un secteur important de la société portoricaine qui est disposé à soutenir des luttes militantes justement dans la mesure où elles indiquent des alternatives réelles à la "politique comme d'habitude" de trois partis électoraux traditionnels.

Dans le syndicat du téléphone UIET l'opposition à Hernandez est désormais manifeste. Une tendance d'opposition à sa politique a été formée. Les militants du rang seront-ils capables de se libérer de ceux qui ont fait faillite et les ont trahis ? Le CAOS pourra-t-il survivre aux tentatives de le saper ? La gauche socialiste saura-t-elle se consolider sur la base de sa visibilité et de son prestige accrus dans toute une couche de travailleurs et d'étudiants ? Voilà des questions auxquelles nous devons répondre non par des spéculations, mais par la pratique.



par Maxime Durand\*

e n'est sans doute pas la fin de la mondialisation, mais c'est certainement la fin d'une ère » annonce Jeffrey Sachs, ancien envoyé spécial du FMI. Il suffit de lire la presse économique et financière pour s'apercevoir que la bourgeoisie se pose des questions qui n'intéressaient jusque là que les critiques les plus radicaux du capitalisme. La crise économique actuelle représente un tournant considérable dans l'évolution du capitalisme contemporain. Pour en mesurer la portée, il convient de conserver une approche internationaliste et de commencer par le sort des économies dominées, avant de se préoccuper des répercussions de ce choc sur les pays impérialistes.

### La faillite du néolibéralisme périphérique

Aujourd'hui, 40 % des êtres humains vivent dans des pays d'ores et déjà frappés par la récession, et cette proportion risque bien d'augmenter dans les mois à venir. Le produit national a ainsi baissé de 7 % en Thaïlande, de 15 % en Indonésie et d'environ 50 % en Russie. Le temps n'est donc plus, de ce point de vue, aux prévisions et aux scénarios : nous avons devant les yeux les résultats d'une formidable et terrible lecon de choses. Et la conclusion est limpide : le modèle néolibéral, qui est la forme contemporaine de l'impérialisme, ne constitue pas une voie de développement praticable. Cela peut fonctionner pendant un certain temps, et dans un petit nombre de pays, voire de régions, mais ce modèle ne peut être universalisé, parce qu'il repose sur un principe inadéquat de concurrence généralisée. La succession des "incidents" est impressionnante : Mexique 1994-1995, Thaïlande 1997, Russie 1998. A chaque fois le choc frappe un pays donné, puis se communique à une zone de pays, avant de faire incursion sur les Bourses des pays riches. Si la succession

# Dans la tourmente mondiale

des événements est la même, on assiste désormais à un processus cumulatif. Ainsi, la crise d'aujourd'hui frappe le Mexique qui refaisait surface et reproduit l'"effet tequila" de 1995 en exerçant à nouveau de considérables pressions sur le Brésil et l'Argentine. Le second fait frappant, si on laisse de côté le cas particulier de la Russie, c'est que la crise ne frappe pas les pays les plus fragiles et les plus pauvres mais au contraire ceux qui étaient donnés comme modèles à l'ensemble des pays du Sud et pour lesquels la Banque Mondiale avait inventé la notion de front runner. Ce constat nécessite de revenir sur les raisons pour lesquelles ce modèle ne fonctionne pas.

La première limite réside dans la capacité d'absorption des pays du Nord, qui n'est pas extensible à l'infini. Comme à peu près tous les pays du Sud se sont tournés vers l'exportation à tout prix, ce déséquilibre a conduit logiquement à l'exacerbation de la concurrence entre eux. Chacun a dû faire valoir des avantages non pas absolus mais relatifs aux pays voisins, et le seul moyen de le faire consistait à offrir des salaires plus attractifs. Cette orientation a eu pour effet de bloquer le marché intérieur et d'accentuer encore la dépendance à l'égard des exportations.



L'installation de ce schéma ne s'est évidemment pas faite dans le monde abstrait des idées. La mise en concurrence généralisée représente en effet la stratégie commune d'une redoutable alliance où l'on retrouve les multinationales, les bourgeoisies locales et les institutions impérialistes. C'est l'endettement des années quatrevingt qui a enclenché le processus : pour rembourser, il fallait supprimer les dépenses inutiles et exporter au maximum. Tel a toujours été le noyau dur des plans d'ajustement du FMI. Cette réorientation de l'économie est choisie avec enthousiasme par la bourgeoisie locale et suscite l'intérêt des multinationales, qui vont être l'agent actif du redéploiement et de l'ouverture. Son échec peut au fond être interprété comme une crise de surproduction des pays du Sud, qui se sont mis à produire plus que ce que pouvaient acheter les pays du Nord.

Cet aspect des choses conduit à revenir sur le cynisme des analystes bourgeois qui dénonçaient la concurrence déloyale des pays du Sud. Les délocalisations étaient présentées comme la raison principale de la montée du chômage, notamment en Europe. Cette explication a été pure-



ment et simplement pulvérisée à l'épreuve des faits. L'une des leçons de cette crise est en effet que les pays du Sud se sont vus déposséder en grande partie des effets favorables d'un volume accru des exportations et qu'ils se trouvent aujourd'hui frappés les premiers, et très durement. Si la croissance européenne était plombée par la concurrence des pays d'Asie, pourquoi alors leur effondrement est-il perçu comme une menace et non comme un soulagement ? La réalité, c'est que les rapports Nord-Sud avaient pris la forme de considérables transferts de valeur et que l'échange inégal était devenu une réalité palpable, plus que cela n'avait iamais été le cas. C'est donc par antiphrase que le rédacteur en chef de l'Expansion se croit obligé de rappeler que

<sup>\*</sup> Maxime Durand est membre du Groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la Quatrième Internationale).

« liberté de piller n'est pas libéralisme ».

La seconde ligne de propagation des séismes boursiers est venue souligner un phénomène relativement récent dans son ampleur, qui est la baisse du prix des matières premières. Elle a été de l'ordre de 30 % depuis le milieu de 1997 et les cours réels (après inflation) se situent au plus bas niveau depuis 25 ans. Cette baisse est particulièrement marquée dans le cas du pétrole, puisque le prix du baril de brut est aujourd'hui tombé aux alentours de 12 dollars alors qu'il s'était établi en movenne à 20 dollars en 1997. Il n'est donc pas surprenant que des pays comme la Russie et le Venezuela soient aujourd'hui en première ligne, dans la mesure où le pétrole représente une part importante de leurs exportations. C'est ce qui permet aussi de comprendre la présence, sur la liste des pays touchés par la crise, de la Norvège, du Canada, de l'Australie ou de l'Afrique du Sud.

Avec le bradage des matières premières, on retourne à une forme classique de l'impérialisme. De plus manière générale, la crise actuelle fait apparaître la dépendance maintenue des pays du Sud et révèle le caractère illusoire des postulats néolibéraux. Mettre en concur-

rence directe des pays dont les niveaux de productivité sont qualitativement différents ne peut avoir pour résultat qu'un double phénomène d'éviction des producteurs non compétitifs et de non reconnaissance des besoins sociaux qu'ils auraient pu satisfaire. La raison commune est l'incapacité des pays du Sud à s'aligner sur les normes hyper-compétitives établies par le capital mondialisé. A côté des producteurs de matières premières, on retrouve ici une seconde catégorie de pays semi-industrialisés, qui combinent une indexation de leur monnaie sur le dollar (ou sur le mark) avec un déficit commercial croissant. C'est le modèle Mexique 1994 ou Thaïlande 1997. Parmi les prochains pays concernés, se trouvent au premier rang le Brésil et l'Argentine, sans doute aussi la Pologne. Les victimes du précédent choc ne se sont pas vraiment rétablies et la récession japonaise se prolonge, de sorte que c'est l'ensemble du Sud qui est en train d'entrer dans une phase dépressive après avoir fait figure de nouvel Eldorado de la croissance.

La crise actuelle sonne donc le glas de vingt ans de politiques néolibérales dites d'ajustement structurel. La preuve est faite, avec l'effondrement successif de tous les "modèles", que cette orientation est néfaste et dangereuse. C'est pourquoi il faut insister sur le fait que cette crise n'est pas seulement financière. Les capitaux ne se déplacent pas complètement au hasard. Ils entrent dans certains pays, attirés par des perspectives de forte rentabilité, et s'en retirent précipitamment lorsque ces perspectives sont menacées ou décues. L'alignement des monnaies locales sur le dollar, les privatisations et le maintien de taux d'intérêt attractifs, tout est fait pour retenir les capitaux. Ce qui s'oppose au maintien d'un tel arrangement, c'est le creusement non maîtrisé du déficit commercial qui traduit une dépendance maintenue, voire renforcée. La croissance du volume des exportations s'accompagne d'une croissance encore plus rapide des importations, alimentée notamment par la consommation des classes dominantes. La surproduction entraîne ensuite une baisse des prix des marchandises exportées qui vient encore aggraver le déséguilibre du commerce extérieur. Au-delà même de l'instabilité financière, ce sont ces mécanismes qui permettent de dire que le modèle néolibéral n'est ni cohérent ni soutenable.

### L'effet boomerang sur les pays impérialistes

Les déclarations rassurantes sur les faibles risques de répercussion ou sur le rôle de bouclier de l'euro révèlent surtout le cynisme des possédants qui se soucient peu de la crise qui existe déjà bel et bien dans les pays dits émergents, aujourd'hui submergés. En même temps, les responsables bourgeois n'ont pas tort d'insister sur le relatif compartimentage de l'économie mondiale qui illustre la profonde asymétrie des rapports impérialistes. Il n'existe pas d'économie mondiale constituée, parfaitement homogénéisée et unifiée, où toute difficulté se transmettrait immédiatement à l'ensemble. Encore une fois, les effets du choc sont pour l'instant principalement transversaux et se diffusent avant tout entre pays du Sud.

On peut même constater que l'effet en retour est dans un premier temps positif pour les pays du Nord. La "recherche de qualité" conduit les capitaux qui fuient les marchés émergents à se réfugier dans



les zones plus solides de l'économie mondiale, afin d'y reprendre leur souffle. Les titres émis par les États pour financer le déficit budgétaire (bons du Trésor et équivalents) représentent alors autant de refuges. Comme l'Europe se situe aujourd'hui dans une phase de reprise, elle est le principal bénéficiaire de ce mouvement qui alimente la baisse des taux d'intérêt et contribue (en théorie) à soutenir la croissance. La formation de l'euro est ici un facteur subalterne, car les vraies garanties sont offertes par l'orientation à la baisse du dollar et par la signature des États. Mais il est de bonne guerre de faire semblant d'y voir une preuve supplémentaire de la réussite de l'euro. En revanche, les dirigeants bourgeois sont suffisamment avertis pour ne pas s'en tenir à une politique de l'autruche qui consisterait à ignorer les contrecoups à venir du choc finan-

La diffusion de la crise à travers les courants commerciaux est la plus simple à comprendre : quand des pays en crise plongent, ils s'effondrent aussi comme débouchés. Cet effet a jusqu'ici joué principalement en Asie où l'interdépendance du Japon, des Tigres et des Dragons a installé une spirale à la baisse. La récession japonaise a contribué grandement à la chute des prix des matières premières et spécialement du pétrole. Ici, la grande inconnue est la Chine, secouée à la fois par des tensions internes, et par la spéculation qui s'est précipitée sur le dollar de Hong Kong. Une dévaluation simultanée du yuan chinois et du dollar de Hong Kong devient plausible.

Quant aux pays impérialistes, les analystes cherchent à se rassurer en souli-

gnant la part réduite des pays en crise dans leurs exportations. C'est vrai si on les prend séparément, c'est particulièrement vrai pour l'Europe, mais l'effet en retour est déjà marqué, non seulement au Japon, mais aussi aux États-Unis, dont presque une moitié des exportations va vers l'Asie ou l'Amérique latine. Aux effets directs, il faut ensuite ajouter les effets indirects. Si par exemple l'économie des États-Unis ralentit en raison de la baisse des ventes en Asie, ce ralentissement se communique ensuite aux exportations européennes et japonaises vers les États-Unis. C'est pourquoi les prévisions du FMI sont constamment révisées à la baisse, y compris pour l'année en cours. Alors qu'en mai dernier, le FMI annoncait une croissance de l'économie mondiale de 3.1 % pour 1998, on en est aujourd'hui à 2 %, qu'il faut comparer aux 4 % enregistrés en moyenne entre 1994 et 1997.

Parallèlement au retour des capitaux à la maison, les canaux de transmission financiers ont commencé à jouer, d'abord sur les Bourses qui sont en train de baisser de manière chaotique et ultrasensible à la moindre annonce jugée défavorable. C'est Wall Street qui baisse de 6.4 % en un seul jour, après l'annonce d'une perte de 150 millions de dollars par la banque d'investissement Salomon Smith Barney. C'est l'ensemble des Bourses qui trébuchent au moment de la publication du rapport Starr, c'est l'action Alcatel qui perd 40 % en une journée, après l'annonce de perspectives dégradées. Outre ce climat psychologique particulièrement favorable aux enchaînements baissiers, c'est l'effet en retour des pertes à éponger qui continue à rendre plausible de nouvelles corrections en Bourse.

Les banques constituent ici un canal de transmission au sein de la sphère financière, mais aussi de celle-ci vers l'économie réelle. Les banques détiennent en effet des actifs qui servent de garantie aux prêts. Si les chocs boursiers dévalorisent ces actifs, elles se trouvent soumises à une

tension qui se traduit par le rétrécissement des prêts. Ce credit crunch est bien illustré par le Japon où c'est l'ensemble du système bancaire qui se trouve dans une telle situation. Elle contribue à expliquer l'énigme japonaise où ni la baisse des taux d'intérêt, ni les dépenses budgétaires ne parviennent, depuis plusieurs années, à relancer la machine économique. Quand les banques allemandes feront les comptes des pertes enregistrées en Russie, on risque de voir apparaître le même type de phénomènes, même si une partie de ces pertes est prise en charge par un organisme de financement public.

## Les contradictions interimpérialistes

Le Japon est aujourd'hui en récession, mais cela fait six ans que sa croissance s'est à peu près annulée. Il faudrait revenir plus en détail sur la fin d'un modèle, dont on faisait l'éloge fasciné il y a quelques années. Cette perte de dynamisme a beaucoup à voir avec le ralentissement des exportations japonaises et ne peut donc être séparée de la revalorisation du ven qui a été imposée par les États-Unis au milieu des années quatre-vingt. La crise de l'immobilier et la faillite virtuelle du système bancaire contribuent à prolonger cet enlisement, mais il faudrait y ajouter aussi la relative incapacité du système d'innovation japonais à résister à l'offensive nordaméricaine pour rétablir sa suprématie technologique. La récession japonaise contribue en tout cas à plomber durablement la croissance en Asie et dans le monde

Les États-Unis sont en train de sortir d'un cycle de croissance dont la longueur inhabituelle a donné lieu à des théorisation euphoriques. Pour reprendre le titre d'un livre écrit par deux journalistes du Wall Street Journal, qui parle d'un « boom de 20 ans », on se trouverait au début d'une nouvelle phase de prospérité. L'argument central en faveur de cette

thèse est que le regain de productivité aux États-Unis est probablement un artefact statistique, parce que ces gains apparents résultent d'une double sous-estimation, de l'allongement de la durée du travail et de la généralisation des emplois multiples. A cette vision optimiste s'oppose alors la thèse de l'incapacité du capitalisme à dégager toutes les potentialités des nouvelles technologies. Il n'est sans doute pas

nécessaire d'ouvrir ici ce débat au fond, car il risque bien d'être résolu de manière très pratique avec le retournement du cycle. Car retournement il va y avoir, et la seule question est désormais de savoir quelle en sera la forme : atterrissage en douceur ou repli brutal ?

Plusieurs éléments conduisent à pencher pour le second scénario. Ils portent sur la soutenabilité de la croissance de la consommation à l'intérieur, du déficit commercial à l'extérieur. Le cycle actuel a été sous-tendu par une progression soutenue de la consommation qui n'a pas été pour l'instant démentie. Mais il s'agit justement d'une fuite en avant qu'un chiffre vient illustrer : le taux d'épargne des ménages est tombé à 0,6 %, ce qui veut dire qu'en moyenne les particuliers

consomment l'intégralité de leurs revenus. En réalité, une partie d'entre eux a profité de l'effet richesse de la hausse boursière (Wall Street à doublé en trois ans) tandis qu'une autre frange s'est considérablement endettée. Tout recul de Wall Street et tout repli de



la croissance vont être alors immédiatement amplifiés à la baisse. Les ménages les plus riches, s'ils perdent en Bourse, vont réduire leur consommation. Les ménages les plus endettés, s'ils perdent leur emploi, vont se retrouver ruinés et mettre en difficulté les institutions de crédit.

On retrouve des incertitudes semblables sur le front du commerce extérieur. où les États-Unis renouent avec des déficits record. L'épée de Damoclès qui se profile est alors la question du financement de ce déficit dont les zélateurs de la nouvelle ère oublient systématiquement de parler. Certes, le déficit courant est inférieur à 3 % du PIB, mais, s'agissant d'une somme à financer, c'est son montant absolu (environ 220 milliards) qui compte. La dette accumulée par les États-Unis avoisine 1500 milliards de dollars et les seuls intérêts représentent 100 milliards de dollars en 1998. Toute la guestion est de savoir si ces déficits cumulés continueront à être financés par le Japon et l'Europe. Pour l'instant la réponse est positive, car les taux d'intérêts japonais sont aujourd'hui pratiquement nuls et donc peu attractifs. Quant aux excédents euro-

péens, il faut bien les placer quelque part. Ces éléments de réflexion soulignent en tout cas le caractère non soutenable du modèle américain et, s'il en était besoin, l'impossibilité de l'étendre à l'Europe. Dans l'immédiat, le scénario le plus probable est celui d'un ralentissement de l'économie américaine plus rapide et plus marqué que prévu. Cette discussion montre aussi que l'une des questions centrales qui vont décider du destin de cette crise porte sur les relations triangulaires entre Japon, États-Unis et Europe.

Les économistes ont tendance, ces jours-ci, à confondre *Euroland* et *Dysneyland*. Chacun se félicite du rôle de bouclier que joue l'euro. Après des années d'eurosclérose, l'Union européenne est appelée à faire fonction de locomotive de l'économie mondiale dans les mois à venir. Il n'est certes pas absurde d'envisager un scénario optimiste où les répercussions de la crise constitueraient l'épreuve du feu d'une Banque Centrale Européenne qui aurait l'occasion de transcender son rôle de gardien de la nouvelle monnaie pour se

muer en instance de concertation et de gestion fine de l'économie. Ma-Iheureusement, cette vision optimiste n'est pas la plus probable. Le traité d'Amsterdam, bientôt soumis à ratification, est porteur d'une logique qui conduit de manière

consubstantielle à une politique in-adéquate face à l'effet en retour de la tourmente fi-nancière. Face à ce que les économistes appellent un "choc asymétrique", les économies nationales européennes ne sont pas également positionnées du point de vue de leur insertion dans le marché mondial (structure du commerce extérieur, spécialisation, sensibilité à une baisse du dollar) et les rapports de forces internes entre classes ne sont pas non plus similaires d'un pays à l'autre. Telles sont les raisons objectives qui vont faire obstacle à une attitude coordonnée. Les réactions vont avoir tendance à diverger spontanément, tant du point de vue des États que des différentes fractions du capital européen. Faut-il injecter des liquidités ou en profiter pour restructurer le capital ? Faut-il accroître l'austérité ou au contraire injecter du pouvoir d'achat ?



Faut-il accompagner ou non la baisse du dollar? Autant de questions à propos desquelles le processus maastrichtien ne dispose pas des institutions, ni des principes, nécessaires à une réponse coordonnée. Toute sa philosophie conduit à une politique pro-cyclique qui, au lieu d'amortir le choc, va en démultiplier les effets. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter ce que déclare d'ores et déjà Wim Duisenberg, le président de la Banque Centrale Européenne : « Si les gouvernements s'en tiennent uniquement aux objectifs initiaux en matière de déficits pour 1999, certains pays s'éloigneront, au lieu de s'en rapprocher, des exigences du pacte de stabilité qui appelle à un budget proche de l'équilibre ou même en excédent ».

Certes, la réunion du G7 a émis un message en faveur de politiques de soutien de la croissance, en soulignant que « l'inflation est faible ou en diminution dans de nombreuses parties du monde » et en insistant sur la nécessité d'une « coopération rapprochée » pour « préserver ou créer les conditions d'une croissance ultérieure soutenable et la stabilité financière ». Clinton s'est empressé de préciser que « les États-Unis doivent travailler avec le Japon et l'Europe, ainsi qu'avec d'autres pays pour stimuler la croissance ». Pourtant, les responsables des Banques Centrales se sont empressés de manifester leur mauvaise volonté. Pour la Réserve Fédérale des États-Unis, Greenspan a déclaré que « pour le moment il n'y a aucune tentative pour coordonner une baisse des taux d'intérêt » tandis que Tietmeyer, son collègue de la Bundesbank, lui faisait écho en disant qu'il ne fallait pas « voir dans le communiqué du G7 le signal d'une détente monétaire générale » et qu'il ne voyait « aucune raison » pour une telle détente en Europe continentale. Pour reprendre la formule inquiète de Martin Wolf dans le Financial Times du 9 septembre : « L'Europe est dans une meilleure situation pour faire

face. Malheureusement il est peu probable qu'elle essaie de le faire ». De leur côté, les congressistes américains ont refusé l'augmentation de la contribution des États-Unis au FMI.

## Un tournant idéologique et politique

L'angoisse des responsables bourgeois est manifeste. « Toute personne dotée du sens de l'histoire et d'une lueur d'imagination devrait aujourd'hui s'inquiéter sérieusement » écrit encore Martin Wolf. Le président du FMI, Michel Camdessus, lui fait écho en claironnant : « Je vais sonner le tocsin : il faut se préparer, sans attendre, à la prochaine crise ». Le financier Georges Soros, qui vient de subir d'énormes pertes, sombre dans la déprime : « Le système capitaliste mondial, qui a engendré une remarquable prospérité dans ce pays ces dix dernières années, est en passe de se désintégrer ». Certes, il faut nuancer ces jugements et ne pas les prendre pour argent comptant. Mais cette inquiétude s'appuie sur l'existence de scénarios sombres qui cumulent les effets négatifs. L'agence de notation Standard & Poor souligne gu'une seconde vague dépressive affecte dorénavant Singapour, Taiwan, Hong Kong et la Chine et commence à atteindre les rivages des États-Unis et de l'Europe. Elle estime « à une chance sur quatre la probabilité que les problèmes de l'Asie continuent à s'aggraver au cours des mois à venir et débouchent sur une dépression semblable à celle





des années 30 qui aurait un impact significatif sur l'économie mondiale ». Ce scénario noir combinerait les éléments suivants : défaillance de plusieurs grandes institutions financières au Japon, nouvel effondrement de la Bourse à Tokyo, chute du yen à 200 pour un dollar, dévaluation de 40 % du vuan chinois et du dollar de Hong Kong, nouvelles dévaluations dans le reste de l'Asie, défaut de paiement de l'Indonésie sur sa dette extérieure, dévaluations importantes en Amérique Latine, notamment au Brésil. Le résultat de ces enchaînements serait pour 1999 une récession aux États-Unis avec une baisse du PIB de 0,5 % en 1999, et un très net ralentissement en Europe où la croissance tomberait à 1,3 %.

Les articulations de ce scénario noir permettent de comprendre pourquoi le schéma catastrophique d'un effondrement simultané et général de toutes les économies n'est pas l'hypothèse la plus plausible, même si son coefficient de probabilité a augmenté au cours des derniers mois. Le scénario aujourd'hui le plus vraisemblable est celui d'un raccourcissement du cycle aux États-Unis et en Europe qui conduirait à une entrée échelonnée des différentes zones de l'économie mondiale dans une phase de croissance très ralentie assortie de récessions localisées et d'une déconnexion Nord-Sud accrue. Cette configuration soulignera le fractionnement de l'économie mondiale (récession au Sud, stagnation au Nord) et son contour exact dépendra principalement du degré de concertation entre pays impérialistes. Quand on entend le président du FMI expliquer que « le terme concerté a très mauvaise presse auprès de banques centrales qui tiennent au caractère spontané de leurs décisions » on peut se poser des questions.

On ne peut évidemment s'en tenir à la piètre défense de Camdessus, pour qui « ce n'est pas la stratégie qui était mauvaise, mais son application ». Les idéologues bourgeois les plus sérieux vont au fond du problème, par exemple cet éditorialiste qui met les pieds dans le plat dans The Economist du 5 septembre dernier : « quant au sentiment que ce n'est pas seulement le marché des capitaux international qu'il faut remettre en cause, mais les fondements mêmes de l'économie capitaliste, on ne peut que déplorer qu'une telle idée refasse surface. Il est vrai que l'Inde et la Chine, qui ont été beaucoup moins connectées au système capitaliste global que la Corée du Sud et d'autres pays, se sont bien mieux comportées dans cette crise. Il y a certainement des leçons à en tirer ». Le ton est donné : on est bien obligé de reconnaître que l'économie mondiale capitaliste n'est pas le meilleur des mondes, mais il faut un repli contrôlé qui sauve l'essentiel.

La brèche est ouverte. Que Camdessus puisse affirmer au nom du FMI que « les contrôles de mouvements de capitaux ne sont pas interdits » mais qu'il « faut en user avec la plus extrême prudence » constitue une sorte de coup de grâce pour l'AMI (1) dont le projet était justement de mettre hors-la-loi la moindre tentative de contrôle. Dans Fortune du 9 juillet 1998, Krugman met les pieds dans le plat avec un article sobrement intitulé « Il est temps d'être radical » (« It's time to get radical »). Il montre pourquoi les recettes classiques ne fonctionnent plus et se demande s'il y en a d'autres. Voici sa réponse : « Oui, il y en a bien une, mais c'est une solution démodée, tellement stigmatisée, que presque personne ne se risquerait à l'avancer. Les mots imprononçables sont contrôle des changes ». Dans The Economist du 12 septembre, Jeffrey Sachs attaque violemment le FMI, dont il a été l'un des gourous et fait une suggestion voisine : « Les pays en développement devraient imposer leurs propres contrôles sur les emprunts internationaux à court terme (...) Le Chili le fait en taxant les mouvements à court terme ; d'autres approches méritent d'être explorées ». Tel est l'un des traits les plus étonnants du climat actuel : les recettes archaïques sont discutées et leur mise en application est tolérée. Ainsi, la Malaisie vient de mettre en place des contrôles stricts sur les mouvements de capitaux, Hong Kong intervient sur la Bourse pour punir les spéculateurs, la Russie a suspendu sa dette, le gouvernement japonais vient de décider la nationalisation de la Long Term Credit Bank of Japan sous le terme plus discret d'« administration spéciale de l'État ».

Sachs ne se contente pas de critiquer le FMI et la Banque Mondiale pour avoir agi « avec une arrogance stupéfiante à l'égard des pays en développement ». A cette dénonciation des "diktats" du FMI (qui ressemble fort à une autocritique) il ajoute des propositions. La première est de lancer un plan Marshall utilisant des organisations régionales comme relais, par exemple l'ASEAN. La seconde est l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, à un rythme bien plus rapide que cela ne se fait. Sachs continue avec la même viru-

lence à démasquer l'idéal de la B a n q u e Mondiale qui serait, selon lui, que « les pays ne s'effondrent pas, mais ne récupèrent jamais vraiment ». Il faudrait que la Banque



Mondiale s'attache au financement du développement.

On voit donc s'opérer un changement considérable. Non seulement les solutions néolibérales perdent brusquement de leur légitimité. Mais dans le même temps les solutions radicales surgissent sur le devant de la scène et sont soumises au débat. L'idée que la libération totale des capitaux n'est pas optimale conduit à admettre la possibilité, voire l'utilité, d'un contrôle des mouvements de capitaux. Tous les considérants du projet d'AMI ont été en quelque sorte pulvérisés. On parle, tout en s'excusant de le faire, de contrôle des changes et de nationalisation. Même si les alternatives sociales ne vont pas surgir du jour au lendemain, c'est décidément une nouvelle phase qui a été ouverte par les crises asiatique et russe.

<sup>1.</sup> Accord multilatéral sur les investissements, cf. Inprecor n° 423 d'avril 1998.

### Chine

### **Zheng Chaolin** (1908-1998)un révolutionnaire exemplaire

Z heng Chaolin, un vétéran du Parti communiste chinois (PCC) et du mouvement trotskiste, est mort le premier août à Shanghai : sa vie fut entièrement consacrée à la cause de la libération des ouvriers et des paysans. Chaolin fut en même temps un poète, un historien et un connaisseur de langues, ce qui lui permit d'avoir une activité comme traducteur. Il avait horreur de toute approche d'amateur et s'efforça toujours de saisir l'essentiel.

Chaolin était né en 1901 à Zhangping, dans la province du Fujian, où il avait reçu une formation traditionnelle. En 1919 il voyagea en France dans le cadre d'un programme "travail-étude" (les étudiants chinois finançaient leurs études en travaillant à temps partiel). C'est à cette occasion qu'il subit l'influence de la pensée occidentale et notamment de la révolution russe. Il abandonna progressivement les conceptions philosophiques de Confucius et de Mencius de même que celles de Lao Zi et de Zhuang Zi et fît siennes les idées de Chen Duxiu et de ses partisans qui se battaient pour la démocratie et la science. Peu après, il devint marxiste et commença à traduire sa pensée par l'action. En juin 1922, il participa à Paris à une réunion de marxistes chinois en Europe visant à mettre sur pied le "Parti communiste de la jeunesse". Avec Zhou Enlai, Zhao Shiyan et Yin Kuan, il fut parmi les 18 délégués.

En 1923, il fut sélectionné pour aller étudier à l'Université de Moscou pour les travailleurs d'Orient. En juillet 1924, le PCC ayant d'urgence besoin de cadres pour faire face à la situation révolutionnaire qui s'esquissait, il fut rappelé en Chine avec Chan Yannian et d'autres. Il fut actif dans le département de propagande du Comité central, publia des journaux du parti, prépara du matériel de formation interne et de propagande pour l'extérieur. Il traduisit L'ABC du communisme de Boukharine en enseignant en même temps à l'école du parti à Shanghai.

Dans la période allant de 1925 à 1927 il participa au mouvement du 30 mai et aux deuxième et troisième insurrections de Shanghai. Après le coup sanglant de Chiang Kai-Shek en avril 1927, il se transféra avec des membres du Comité central à Wuhan, où il participa au cinquième congrès du

parti. Il fut nommé responsable du département de propagande du Comité provincial de Hubei.

Après la défaite de la révolution, il participa à la conférence du 7 août. Par la suite, il se déplaça avec le Comité central à Shanghai et devint directeur du nouvel organe du parti, Le bolchevik. En 1928, il alla à Fujian pour réorganiser le parti dans cette province. En 1929, il se maria avec une camarade, Liu Jingzhen. Peu après, il fut arrêté pour la première fois par le Kuomintang. Heureusement, son identité ne fut pas découverte et il fut relâché quarante jours plus tard à la suite d'une intervention secrète du

Entre 1929 et 1930, il prit connaissance des écrits de Trotsky sur la révolution chinoise. Profondément frappé, il s'orienta vers le trotskisme. En mai 1931, avec Chen Duxiu et trois autres camarades, il représenta le groupe Prolétariat à la conférence d'unification des groupes trotskistes. Il fut élu au Comité central et chargé du département de propagande. Peu après, il fut arrêté par les autorités du Kuomintang et condamné à quinze années de prison. Il y resta sept ans avant d'être libéré au moment de la guerre avec le Japon. Il prit alors du repos avec sa femme dans un village de la province de Anhui, où il corrigeât les épreuves et acheva la traduction de La révolution trahie de Trotsky (dont deux autres camarades avaient traduit un tiers dans la prison de Nanjing).

En 1940, il retourna à Shanghai où il rejoignit l'organisation trotskistes et le comité éditorial du journal clandestin La lutte. Dans la même période il traduisit les deuxième et troisième volumes de l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Lors de l'éclatement de la nouvelle guerre mondiale, au sein de la direction trotskiste divergences apparurent concernant l'attitude à prendre face à la résistance chinoise alors que la guerre anti-japonaise était désormais devenue partie intégrante d'un conflit plus général. Finalement, en 1942, l'organisation connut une scission : Chaolin fut l'un des dirigeants du groupe dénommé par la suite Parti ouvrier international de Chine.

En décembre 1941, l'armée japonaise avait occupé les zones internationales de Shanghai : le militantisme anti-japonais était donc devenu extrêmement difficile. Dans ce contexte, et jusqu'à la défaite du Japon en août 1945, Chaolin se consacra surtout à une activité littéraire. Il publia L'internationaliste, journal trotskiste clandestin, écrivit ses mémoires et Les trois voyageurs, une série de débats politiques sous

forme de dialogues imaginaires. Il écrivit aussi ABC de la révolution permanente et Une biographie critique de Chen Duxiu (inachevée). Pour gagner sa vie il traduisit des oeuvres littéraires dont Fontamara d'Ignazio Silone et un livre d'André Gide. Entre août 1945 et mai 1949 il écrivit de nombreux articles pour le bimensuel trotskiste Nouveau Drapeau, qui fut interdit par le Kuomintang après vingt et un numéros.

A la veille de l'occupation de Shanghai par l'armée de Mao son organisation prit le nom de Parti ouvrier international (POI). Entretemps, Chaolin s'efforçait de rassembler du matériel sociologique sur la Chine nouvelle. Résultat : sa brochure Sur le capitalisme d'État.

Pendant les deux ou trois années suivantes le POI continua son activité en élargissant son influence. C'est pourquoi le 22 décembre 1952 tous ses membres, de même que d'autres militants et sympathisants trotskistes, furent arrêtés par la police politique maoïste. Le coup était prévisible et les deux organisations trotskistes avaient projeté de transférer certains de leurs dirigeants à Hong Kong. Mais Chaolin refusa d'abandonner Shanghai. Il paya le prix de vingt-sept ans de prison dans des conditions très dures tant physiquement que psychologiquement. Il fut classé parmi les prisonniers de conscience par Amnesty International.

Après avoir battu, avec trentequatre ans de prison au total, le record d'Auguste Blanqui, il fut finalement libéré en juin 1979 à la suite du tournant dans la direction du PCC. Sa femme était morte six mois après avoir été libérée, elle aussi en 1979, alors que leur fils Frei, né en 1938, était mort en 1945.

Dans les dix-neuf dernières années de sa vie, Chaolin eut des problèmes de santé très sérieux. Mais il ne cessa pas pour autant de réfléchir et d'écrire sur ce qui se

passait autour de lui.

Tout d'abord, il aida différents historiens à écrire des histoires vraies de la révolution chinoise et du PCC (y compris du trotskisme en Chine), en s'efforçant notamment de réfuter les calomnies et les distorsions à l'égard de Chen Duxiu. Deuxièmement, il traduisit ses réflexions indépendantes et systématiques sur des questions fondamentales de la révolution chinoise et de la révolution mondiale dans un long essai dont le titre anglais est Cadreism . Finalement, il écrivit toute une série de documents et d'appels dont seule une petite partie a été publiée - adressés aux congrès successifs du PCC pour obtenir qu'on déclare que les trotskistes

en Chine et ailleurs ne furent jamais des contre-révolutionnaires et qu'il était injuste de les persécuter. Toujours est-il que Zheng Chaolin est resté classé comme "contre-révolutionnaire", même après avoir été nommé membre du Comité politique Shanghai. consultatif de Récemment ses mémoires ont été publiés à usage interne, c'est-àdire pour un nombre restreint de dirigeants, et sa traduction des Dieux de D. Merezhkovski a été republiée. Mais pour aucun de ses écrits les plus importants on n'a donné l'autorisation de publication. Ses mémoires ont paru en anglais aux États (Humanities Press, 1996) sous le titre An Oppositionist for life, Chinese Memoirs of the Revolutionary Zheng Chaolin.

Wang Fanxi

### Viêt-nam

### Les discordances de l'intempestif Bensaïd (suite)

I I n de nos camarades vietnamiens se trouvait à Hanoï au mois de juin. Son regard est attiré par un gros ouvrage des Éditions des Sciences politiques : Marx, l'homme qui dépasse son temps, Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIXe-XXe siècle). Le nom de l'auteur lui est inconnu. Soudain, en le prononçant à haute voix, il s'aperçoit que c'était la transcription phonétique de Daniel vietnamienne Bensaïd...

Il s'agissait bien de Marx l'intempestif. Parmi les trois traducteurs se trouvait Pham Thanh, professeur de philosophie, qui en avait écrit une critique élogieuse en 1996 dans la très officielle Revue du communisme de Hanoï (1). Ce livre de 620 pages a été édité à Hanoï en mai 1998, tiré à 800 exemplaires et vendu 52 000 dôngs (soit 25 F). Il paraît qu'il se vend bien.

Une présentation anonyme de deux pages explique l'intérêt du livre à l'heure où il est de bon ton de cracher sur le marxisme. D'après elle, Bensaïd est un philosophe universitaire dont le travail « honnête et rigoureux » a d'autant plus de mérite qu'il n'est aucunement communiste, ce qui explique « quelques lacunes ». L'auteur, averti par nos soins de cette parution inattendue, a promis de les combler...

J.-M. Krivine

<sup>1.</sup> Inprecor en avait parlé dans son nº 408 de décembre 1996.



### par François Vercammen

D ans la marche forcée vers l'unification européenne, il y a un grand absent : le mouvement ouvrier traditionnel.

Au début des années quatre-vingt, la social-démocratie s'est ralliée à ce qui allait devenir bientôt une offensive néolibérale tous azimuts : contre-réforme sociale, "bombardement" idéologique réactionnaire, redistribution à l'envers des revenus, affaiblissement des organisations ouvrières. L'alignement allait être total. Jamais en temps de paix, elle n'avait à ce point et aussi longtemps abandonné toute autonomie programmatique. Pour rester "dans la course" à la participation gouvernementale, elle n'a pas hésité à jeter par dessus bord son véritable programme depuis les années trente : la politique key-

# Une gauche syndicale pour l'Europe

nésienne, la défense des services publics, l'intervention structurelle de l'État, la "programmation" économique et sociale, et un certain soutien aux revendications sociales générales des syndicats.

C'est avec soulagement, voire jubilation (la chute du Mur de Berlin aidant) qu'elle avait sauté sur la perspective de l'Union monétaire (traité de Maastricht), avec la promesse que les (nouveaux) sacrifices immédiats que celle-ci exigeait, garantiraient par la suite une nouvelle ère de prospérité.

Les dirigeants des grandes Confédérations syndicales lui ont emboîté le pas. Dans chaque pays-membre, ils se sont efforcés de maintenir l'action revendicative dans les limites des critères de convergence. Du coup, chaque mouvement ouvrier national fut inséré dans la concurrence entre pays-membres de l'UE. Cela excluait évidemment toute cam-

pagne, mobilisation ou grève européennes. Au nom du rôle salvateur de l'UE, on brisait la perspective d'un mouvement syndical européen, actif et offensif, incarnant une alternative sociale et politique. De par la volonté de ses membres nationaux, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) n'est jusqu'à présent qu'un piètre groupe de pression ("lobby"). Le mouvement ouvrier traditionnel touche aujourd'hui le fond. On peut dire sans emphase qu'il s'agit d'une situation dramatique.

Qu'aucune gauche syndicale européenne n'ait pu émerger pour contester cette orientation, tout au long de cette période, démontre bien que la crise du mouvement ouvrier a pris une dimension historique. Cela va nettement au-delà d'un simple rapport de force défavorable.

La mutation du salariat à travers une dynamique de fragmentation et de divi-

Samedi 19 septembre, plus de 500 dirigeants syndicaux, représentant les différentes composantes de la CGIL (contrôlée aujourd'hui par le PDS qui en a fait une courroie de transmission de la politique néolibérale tempérée du gouvernemenet Prodi) et, dans une moindre mesure, des nouveaux syndicats de base comme le S.In.Cobas, se sont réunis à la Bourse du travail de Milan. Ils y ont constitué le « Forum pour l'Europe sociale ».

Le but étant de créer un lieu de discussion et d'initiative dans le mouvement syndical et dans la société « afin de construire une alternative au néolibéralisme » au niveau européen. La principale référence était un appel en ce sens de la part de Heinz Bierbaum, dirigeant de l'IG Metal (allemand) et aujourd'hui responsable d'un Institut de Recherche et de Formation du syndicat. La première rencontre entre les dirigeants syndicaux italiens et allemands, ouverte à des représentants syndicaux et des chercheurs sociaux d'autres pays, aura lieu, à Francfort.

L'orientation qui a prévalu au Forum de Milan, fut une tentative d'explorer une alternative fondée sur des mesures de type keynesien, à nouveau en vogue par la faillite du néolibéralisme le plus extrême. D'autres propositions ont été faites qui furent plus radicales exigeant des mesures plus nettement anticapitalistes.

Parmi les protagonistes de cette initiative figuraient Giorgio Cremaschi, secrétaire de la FIOM (métallurgistes) de la CGIL de Piemonte et dirigeant de la gauche syndicale au congrès national de la CGIL contre

### 500 syndicalistes de gauche à Milan

la majorité, Gianpaolo Patta et Raffaello Renbacci du courant *Alternativa sindacale* et Rosa Rinalda de l'*Area dei Comuniste* (le courant minoritaire, 15%, de la CGIL où se trouvent aussi des militants du PRC), ainsi que beaucoup de dirigeants des principales bourses du travail dans le pays, dont celle de Breschia où le courant de gauche est en majorité.

Beaucoup d'intervenants du Forum ont exprimé leur disponibilité à entretenir des

rapports étroits avec le Réseau des Marches européennes et à soutenir la grande manifestation européenne du 5 juin 1999 à Cologne. L'«Associazione "En Marcha! per il lavoro"», qui fait partie de ce Réseau, adhère à ce Forum. A l'assemblée de Milan sont aussi intervenus (sans adhérer au Forum pour autant) les porteparole de certains Centri Sociale regroupant un secteur important de la jeunesse en lutte contre le chômage et la précarité.

La majorité des Cobas et des "syndicats de base" ont eu une réaction plutôt sectaire, voyant dans le Forum une sorte d'opération de replâtrage entre les différentes gauches syndicales au sein de la CGIL.

Cette importante Assemblée fut une heureuse surprise. Elle a eu lieu après plusieurs années de dispersion de la gauche syndicale; une partie de la gauche avait quitté les grandes Confédérations, l'autre étant restée à l'intérieur. Ensuite, une désastreuse rupture devait frapper cette gauche syndicale de la CGIL, (qui divisait en plus les syndicalistes, membres du PRC!) entre Alternativa sindacale et Area dei Comuniste.

### Union Européenne

sion de la main d'œuvre repose la question originelle : comment faire du syndicalisme dans ces conditions-là ? La dilution du pouvoir politique-institutionnel, face à la globalisation de l'économie et la naissance d'un noyau supranational européen, paralyse désormais une pratique syndicale centenaire basée sur des revendications unifiantes sanctionnées par des lois sociales. L'éloignement, voire la déconnexion avec les partis sociaux-démocrates — référent et levier traditionnel de la bureaucratie syndicale — a bouclé la boucle.

Dans la foulée de cette évolution, la gauche syndicale traditionnelle s'est aussi affaiblie. Elle existe à peine comme force active et cohérente, dans l'UE, la situation étant variable de pays à pays. Pour sortir de cette impasse, la réflexion, l'analyse, et les propositions programmatiques conditionnent très largement la possibilité d'agir en commun. Il est urgent de redéfinir les modalités d'action et d'organisation sur le terrain, retrouver les comportements propres à tout véritable mouvement d'émancipation, relégitimer l'activité syndicale au-delà des entreprises et du rapport Capital-travail en prenant en compte toutes les couches opprimées de la société. Et cela aussi — et d'emblée — sur le plan de l'Europe.

Deux excellentes nouvelles nous sont cependant arrivées : un Appel de "syndicalistes de l'Union Européenne" venant de France, Belgique, Allemagne, Espagne et Italie, qui proposent une réunion sur la base d'un texte d'orientation. Une première ! Remarquons qu'il s'agit de syndicalistes dirigeant des secteurs importants du mouvement ouvrier. Ensuite, la réunion à Milan de plus de 500 syndicalistes (dont certains sont précisément signataires du premier Appel) qui démontre la dynamique d'extension potentielle qu'un regroupement européen peut inspirer.

Ils faut espérer que ces débuts balbutiants — que le réseau des Euro-Marches avait en quelque sorte annoncés — puissent se confirmer dans l'européanisations des luttes. Le contexte politique s'y prête. L'euro se mettra en place en 1999, créant pour la première fois un véritable Exécutif européen. La social-démocratie européenne, déjà majoritaire dans la Commission européenne, dominant tous les gouvernements de l'UE (sauf l'Espagne et l'Irlande) se trouvera au pied du mur pour appliquer ce qu'elle comprend par « l'Europe sociale et démocratique ».

Nous le lui rappellerons massivement dans les rue de Cologne, le 5 juin 1999, lors de la réunion du Sommet de l'UE.

25 septembre 1998

Ce texte de réflexion est proposé par des syndicalistes de l'Union Européenne. Il fait suite à une réunion européenne qui a eu lieu à Paris en mai 1998.

L'Union économique et monétaire est le leitmotiv de cette fin de siècle. Mais l'Europe sociale reste à construire... Des syndicalistes européens, convaincus de l'urgence à construire cette autre Europe se sont réunis pour initier un mouvement de réflexion et d'initiative. Ils présentent le texte repris ci-dessous. Ils veulent le promouvoir. Ils s'adressent à tous les syndicalistes européens préoccupés par un développement social de l'Europe pour les inviter à ce joindre à cette réflexion en cours. Ils proposent la tenue d'une rencontre européenne de syndicalistes le 24 octobre prochain à Paris\*.

Un double constat est à la base de ce texte :

- La situation sociale continue à se dégrader dans l'ensemble de l'Union Européenne. La précarisation croissante de la vie des salarié(e)s signifie souvent l'incertitude de pouvoir continuer à vivre après le 15 du mois, pour cause de bas salaires et de temps partiels contraints, la peur de perdre son emploi, l'angoisse quant à l'avenir des enfants. 50 millions de pauvres et 20 millions de chômeurs, cela provoque aussi la dégradation des conditions de travail et forme un terreau pour des discours racistes et les organisations d'extrême droite.
- D'autre part, il n'y a pas de véritable discussion syndicale européenne sur les objectifs de mobilisation et les indispensables réformes de structure. La fermeture de Renault-Vilvorde est un symbole d'une Europe sociale inexistante. Plusieurs manifestations se sont déroulées en l'année 1997, à Amsterdam et au Luxembourg. Si la conscience en faveur d'une Europe véritablement sociale a fait des bonds, l'Union Européenne demeure, pour l'essentiel, une zone de libre échange.

Grâce à l'action des sans-emploi de France et d'Allemagne, les chiffres de chômage et de la pauvreté ont trouvé un visage humain. Parce que l'inacceptable n'est plus soutenable, une alliance se dessine, unifiant le monde du travail autour d'un objectif simple et clair : un nouveau plein emploi et des moyens pour vivre dignement.

La mobilisation demeure nécessaire. Le chapitre emploi du Traité d'Amsterdam attribue aux exigences d'emploi un rôle secondaire. Le comité de l'emploi consultatif (article 1095) n'est pas doté de compétences aussi larges que celles du comité monétaire. Le nouveau chapitre sur la politique sociale reste axé sur une politique du marché du travail respectant les contraintes de compétitivité et privilégiant une approche néolibérale (employabili-

## Des cha pour u

té, adaptabilité). Les grandes of tiques économiques (pacte de tenir compte de leurs effets si logique, le sommet du Luxem plus infléchi la construction eu

La concurrence économique baisse du coût du travail rejaition sociale (baisse des cotisat ventions à l'emploi) tandis que celle-ci restreint l'accès au tions sociales. Sans Europe so de l'UE accentuera le différent prolongera le dumping social v

Au moment où la reprise é le bord de la route des centain meurs et de travailleurs paup dent que l'Euro, en soi, ne chation. Aux États-Unis, la plus monde et la "main invisible otent pas non plus le bien être lation vivant sous le seuil de pve bien que la (re)distribution otice sociale sont toujours et a tions politiques.

En tant que syndicalistes accepter le développement d'ule qui condamne des millions et la déshérence ; une Europe ces gens à l'état de "surnume les femmes dans le temps par vant ainsi une réelle égalité soc femmes ; une Europe qui la



<sup>\*</sup> Pour tout contact technique à Paris on peut faxer au 33/0 1 53 35 00 31.

## ngements urgents e Europe sociale!

ntations des polibilité) n'ont pas à 'emploi. En toute urg, n'a pas non éenne.

t les politiques de ent sur la protecs patronales, subne restructuration oits et aux prestae, l'élargissement de compétivité et e fiscal.

nomique laisse sur de milliers de chôés, il devient éviera rien à la situaorte monnaie du marché" n'appor-30% de la popureté Ce qui prourichesses et la jusnt tout des gues-

ious ne pouvons Europe antisociagens à la pauvreté ui réduit la vie de res", qui enferme et au foyer, entrae entre hommes et la segmentation sociale se développer. Cette situation est d'autant plus insupportable que les conditions d'une relance sont réunies, qu'une augmentation des revenus et la création massive d'emplois ne pourra que stimuler davantage.

Si des avancées restent possibles à l'échelle d'un état membre de l'UE, l'intégration européenne est devenue telle que celles-ci doivent également s'étendre à d'autres pays. Aussi, le début de politiques d'emploi européennes nous semble inquiétant car ni les stages de formation obligatoires, ni la flexibilisation du marché du travail, ni le conditionnement de l'accès à la protection sociale via des programmes de mise au travail (workfare) ne régleront ce problème lancinant qu'est le chômage. Bien au contraire.

C'est pourquoi nous pensons que chaque syndicaliste en Europe doit discuter des moyens pour

• une directive-cadre européenne réduisant la durée hebdomadaire du travail à 35 heures maximum partout en Europe, d'ici au l'an 2002. Cela doit se réaliser, financé par une redistribution des richesses, sans perte de salaire ni dispositions dégradant les conditions de vie et de travail ;

• une directivecadre portant les revenus de remplacement, prestations et minima sociaux à un niveau assurant à chacun les moyens de participer à la vie sociale et culturelle ; • la création d'un salaire minimum européen de • l'arrêt des privatisations et du démantèlement 1895)

des services publics ; l'engagement politique européen en faveur d'une modernisation et d'une revalorisation de ces services publics pour la satisfaction des besoins sociaux :

• une réforme de la fiscalité taxant davantage les revenus du capital, les profits d'entreprises, les dividendes de la spéculation boursière, dégageant ainsi les ressources indispensables à la restauration d'un équilibre social et d'un développement

Afin que cette réorientation sociale de l'UE soit pérennisée à l'avenir, nous souhaitons également des réformes démocratiques de ses institutions.

Nous refusons que le maintien du chômage soit le prix de l'Euro. La monnaie unique ne peut inclure l'avancée du chômage et le recul démocratique.

C'est pourquoi nous pensons que ces mesures d'urgence sociale doivent être adoptées.

Parce que les décisions essentielles dans la construction européenne sont bel et bien de nature intergouvernementale, notre action en faveur de ces exigences se doit d'interpeller les gouvernements nationaux des États-membres respectifs tout comme leur réunion en directoire lors des sommets européens.

#### Signatures:

Etienne Adam (CFDT URI Basse Normandie, France), Paola Agbello (secr. naz. CGIL funzione publica, Italie), Hervé Alexandre (Fédération Générale Transports et Equipement CFDT, France), Alessio Ammannati (secr. CGIL Firenze, Italie), Anne-Marie Appelmans (secr. gén. Interrégionale Bruxelles FGTB, Belgique), Michel Angot (Interco 94 CFDT, France), Chantal Aumeran (Syndicat unifié des impôts, France), Gérard Balbastre (FGTE-CFDT, France), Ctaldo Ballistreri (Fiat Torino direttivo naz. CGIL, Italie), André Beauvois (secr. rég. CGSP-FGTB, Belgique), Paolo Belloni (secr. naz. FILCEA CGIL, Chimie, Italie), Casavecchia (secr. reg. CGIL Umbria, Italie), Henri Celié (SUD-Rail, France), Jean-Christophe Chaumeron (Féd. Finances CGT, France), Annick Coupé (SUD-PTT, France), Giogio Cremaschi (secr. gen. FIOM CGIL Piemonte, Italie), Bruno Dalberto (Cheminots CFDT en Lutte, France), Ferruccio Danini (prez. dir. naz. CGIL, Italie), Claude Debons (FGTE-CFDT, France), René Defroment (CFDT Auvergne, France), Guiseppe Di Iorio (CGIL Napoli, Italie), Angela Di Tommaso (Dir. naz. CGIL, Italie), Bernard Dufil (Féd. Banques CFDT, France), Jean-Claude Gagna (UGICT CGT, France), Joaquin Garcia Sinde (CC.OO. Féd. Metallurgie Galice, Espagne), Gérard Gourguechon (Union syndicale Groupe des 10, France), Pino Greco (secr. naz. S.in.Cobas metall., Italie), Jean-Paul Halgand (CFDT Caisses d'épargne, France), Jörg Jungmann (secr. IG Medien Wiesbaden, Allemagne), Pierre Khalfa (SUD-PTT, France), Angelo Leo (secr. FILCAMS CGIL Brindisi, commercio, Italie), Piero Leonesio (secr. naz. SLC CGIL, communicazioni, Italie), Gigi Malabarba (coord. nat. S.in.Cobas, Italie), Rino Malinconico (secr. naz. S.in.Cobas scuola, Italie), Freddy Mathieu (secr. gén. FGTB Mons, Belgique), Jean-Claude Missonnier (Syndicat unifié des Caisses d'épargne, France), Andrea Montagni (secr. reg. CGIL Toscana, Italie), Lluis Perarnau (FETE-UGT, Espagne), Luigia Pasi (secr. naz. S.in.Cobas enti locali, Italie), Fulvio Perini (Dir. CGIL Torino, Italie), Jean-Marie Piersotte (secr. nat. Centrale Nationale Employés CSC, Belgique), Alain Placidet (UFICT-CGT transports, France), Maurizio Poletto (secr. CGIL Torino, Italie), Raffaello Renzacci (secr. CGIL du Piémont, Italie), Rosa Rinaldi (secr. naz. CGIL Piemonte, Italie), Augusto Rocchi (vicesecr. CGIL Milano, Italie), Horst Schmitthenner (secr. nat IG Metall Vorstand, Allemagne), Marc Sonnet (CFDT Provence-Alpes-Côte d'Azur, France), Guy Tordeur (secr. féd. ACV-CSC Féd. Bruxelles-Hal-Vilvorde, Belgique), Philippe Vandenabeele (Centrale générale des syndicats libéraux, Bruxelles, Belgique), Claire Villiers (CFDT-ANPE, France).

# Échec électoral du parti dominant

de notre correspondant Jun'ichi Hirai

e Parti libéral démocrate au pouvoir (PLD) a souffert une cuisante défaite aux élections sénatoriales du 12 juillet (1). Le résultat désastreux des Libéraux démocrates au élections de la Chambre Haute du parlement le 12 Juillet signifie que le parti qui a dominé la politique japonaise au cours des quarante dernières années est maintenant minoritaire : il ne dispose plus que de 103 sièges (à comparer avec les 118 d'avant l'élection). Le PLD n'obtient que 45 des sièges en jeu alors qu'il en avait auparavant tenu 60. Pour le PLD il s'agit de l'échec le plus retentissant depuis sa formation en 1955 (par la fusion de deux partis conservateurs). Depuis cette date le parti du grand capital a connu 40 années de majorité absolue au parlement.

Le PLD n'a préservé que 14 des 50 sièges élus à la proportionnelle. Et il ne parvint pas à obtenir de sièges dans les circonscriptions densément peuplées de Tokyo, Saitama, Kanagawa, Aichi, Kyoto, Osaka, et Hyogo.

Le Premier ministre, Hashimoto, a présenté sa démission dès le 13 juillet, endossant la responsabilité pour la défaite massive de son parti. Le 24 juillet le PLD choisissait le ministre des affaires étrangères, Keizo Obuchi, comme dirigeant. Peu après la Diète (Chambre basse) contrôlée par le PLD nommait Obuchi comme premier ministre. La Chambre haute le rejetait au profit de Naoto Kan, dirigeant du Parti démocratique du Japon (PDJ). La Constitution japonaise donnant la suprématie à la Diète, la nomination de Kan n'avait qu'une valeur symbolique. Elle n'en témoigne pas moins de la fragilité du gouvernement Obuchi, que nombre d'observateurs considèrent comme une impasse.

### Nouvelle percée du PC

Les principaux bénéficiaires de la défaite du PLD sont le Parti Démocratique

du Japon (PDJ) et le Parti communiste japonais (PCJ). Le PDJ est la principale force d'opposition dans la Diète. Il a été créé en avril de cette année par la fusion de diverses scissions du PLD, du Parti socialiste démocratique (l'aile pro-capitaliste de la social-démocratie) et de l'aile droite de l'ex-Parti socialiste (PS). Le PDJ bénéficie aussi du soutien de la principale confédération syndicale japonaise, Rengo. Il a obtenu 27 sièges, à comparer avec les 18 sièges tenus par ses divers composants avant l'élection. Il a gagné12 des 50 sièges élus à la proportionnelle.

Le parti communiste japonais (PCJ) a plus que doublé sa représentation au Sénat : des 6 sièges renouvelables il est passé à 15 sièges. Près de 8 200 000 d'électeurs ont voté en sa faveur dans le scrutin proportionnel. Avec 14,6% des voix il réalise son meilleur résultat historique. C'est la seule formation politique qui progresse systématiquement : d'abord aux législatives, où il a obtenu 26 sièges, puis dans les élections locales où, avec 4000 élus, il est une des formations les mieux représentées et enfin lors des sénatoriales, où il dispose dorénavant de 23 sièges

Le parti bouddhiste "Komei" reste stable. Il obtient 9 sièges, et 13,8% des votes à la proportionnelle. Le parti social-démocrate (ex-Parti Socialiste Japonais) n'obtient que 7,8% de votes à la proportionnelle et ne sauve que 13 de ses 20 sièges renouvelables. Le PCJ a maintenant presque deux fois plus de sièges à la Diète que la social-démocratie.

### La crise du « système japonais »

La raison principale de la défaite du PLD est la situation économique critique au Japon. Depuis le début des années 1990, le pays est dans une longue récession. A la fin des années 1980 les capitalistes japonais (et beaucoup d'observateurs étrangers) s'attendaient à ce que le Japon devienne le moteur de l'économie



Marche contre le chômage (D.R.)

mondiale au cours des décennies prochaines. Mais maintenant la confiance est complètement éteinte.

L'économie a reculé de 0,8% en 1997, l'année la moins bonne depuis la seconde guerre mondiale. Le taux offir el de chômage atteint 4,3% (les observateurs estiment que le niveau réel du chômage est deux fois plus élevé). Les grandes compagnies financières telles que Takugin Bank et Yamaichi Securities ont été ruinées l'année dernière et d'autres grandes banques ont été au bord de la faillite.

Le « système japonais » était caractérisé par une politique fiscale intensive. La stabilité des rapports du travail fondées sur un « emploi pour la vie » et la valorisation de l'ancienneté a pris fin. Les politiciens du PLD et du PDJ s'entendent pour réclamer une « thérapie de choc ». Ils annoncent qu'une série de faillites et un chômage massif sont inévitables, parce que ce sont les seuls remèdes capables de quérir la « maladie » de l'économie japonaise. Et ils nous expliquaient que nous ne pouvions pas refuser « la norme globale » du marché mondial gouverné par la libre concurrence... En particulier l'administration américaine avait exercé une pression sur les dirigeants japonais pour qu'ils « cessent de fermer la porte au capital étranger ».

Sous la précédente législature le PLD, le Parti libéral (une scission néolibérale du PLD), et le PDJ avaient accepté les exigences américaines visant à la dérégulation de l'économie japonaise. En fait, la politique économique du gouvernement

<sup>1.</sup> La moitié des 252 sièges du Sénat (Chambre Haute) sont renouvelés tous les trois ans. Le mode de scrutin japonais est dual : on vote dans les circonscriptions et pour une liste nationale élue à la proportionnelle.

japonais était soumise au contrôle constant de l'administration américaine.

### Un renouveau syndical

Mais malgré son orientation néolibérale, le gouvernement n'était pas assez fort ou assez sûr de soi pour se livrer à une attaque en règle contre la législation du travail. Le projet de nouvelle législation, que seul le PCJ combat au Parlement, menace d'abolir la réglementation de la durée quotidienne du travail, créant ainsi un cadre légal pour le phénomène déjà courant des heures supplémentaires non rétribuées.

Défiant le contrôle autoritaire de la direction confédérale de la principale centrale syndicale Rengo, certains syndicats de commerce ont organisé des actions contre cette réforme anti-ouvrière. Ces « dissidents intérieurs » de la Rengo collaborent avec les autres fédérations syndicales, telle la Zenro-ren (1 000 000 de membres, dirigée par le PCJ) et le Zenrokyo (Conseil National de Syndicats, 300 000 membres, dirigé par l'aile gauche des sociaux-démocrates et la gauche indépendante).

Cette campagne est un pas en avant important du syndicalisme japonais, qui avait abandonné depuis longtemps l'action collective. Un premier pas dans ce sens avait été fait au début de l'année, lorsque les militants de la gauche indépendante prirent l'initiative d'une marche contre le chômage et le nouveau code du travail à travers tout le pays. Près de 10 000 travailleurs ont pris part à cette initiative. Les organisateurs étaient inspirés par les Euromarches de 1997 en Europe.

En comparaison avec les autres pays impérialistes, la réaction des travailleurs contre l'offensive capitalistes est encore à un très bas niveau. La conscience collecti-

### Okinawa rallume le mouvement pacifiste

Au nom de la « contribution japonaise à la paix et à la sécurité internationale », les forces armées du pays ont accru leur aptitude à s'engager dans des opérations militaires à l'étranger. Le budget militaire a été augmenté avec le fort encouragement de Washington.

Le dernier gouvernement PLD introduisit une modification législative afin de permettre des opérations militaires conjointes outre-mer avec l'armée américaine (la constitution japonaise de l'aprèsguerre interdisait à la « Force d'autodéfense » tout engagement en dehors du territoire national).

Heureusement, le mouvement pacifiste japonais a été revitalisé récemment par les mobilisations massives contre la base américaine dans les îles d'Okinawa. Occupée par les États-Unis longtemps après la guerre, la préfecture d'Okinawa concentre encore les trois-quarts des forces américaines au Japon.

Le gouverneur de la préfecture d'Okinawa, Masayoshi Ota, a apporté son soutien à la demande locale de retirer les Marines. Il a demandé aux gouvernements japonais et américain de soutenir le projet de la préfecture de supprimer les bases militaires à Okinawa avant l'année 2015.

Le mouvement d'Okinawa contre les bases est devenu le centre d'un mouvement japonais contre la militarisation. Mais en même temps les effets dévastateurs de la crise économique au Japon encouragent les sentiments nationalistes parmi la population. Toute alternative politique crédible de la gauche socialiste doit inclure la solidarité avec les habitants d'Okinawa et l'opposition à la réapparition du nationalisme japonais.

ve de classe des travailleurs japonais a quasiment disparu durant le vague d'innovations techniques et d'expansion économique qui a duré au Japon jusqu'aux années quatre-vingt. L'effondrement des dits « pays du socialisme réellement existant » après 1989 n'a fait qu'accélérer ce processus.

Mais sous les effets sévères de la crise économique actuelle, la conscience sociale et politique des travailleurs a commencé à évoluer. Les syndicalistes de base ont prêté leur attention aux luttes des dockers en Grande Bretagne et en Australie et à la lutte des travailleurs de l'UPS (transports) aux États-Unis.

Le Japon voit aussi l'émergence de nouveaux types de syndicats, qui regroupent les travailleurs immigrés, les femmes travailleuses et les cadres renvoyés au nom des "restructurations". Il y a aussi des nouveaux syndicats qui cherchent à organiser les travailleurs sur leurs lieux de travail, et non plus sur la base des métiers. Ce sont de bons signes pour l'avenir de la reconstruction du mouvement ouvrier au Japon.

## Réussite et contradictions du PCJ

La percée électorale du parti communiste a eu un effet complexe sur le mouvement social. D'une part, à la suite du retrait de sa direction stalinienne traditionnelle, symbolisée par le précédent président du parti, Kenji Miyamoto, le parti a commencé à modifier son attitude sectaire envers les divers mouvements sociaux échappant à sa mainmise. Aujourd'hui le PCJ tente d'attirer ces mouvements, y compris ceux animés par la gauche indépendante, en vue d'élargir sa base électo-

	R	ésultats des sénat	toriales du 12 jui	llet	
parti	sièges obtenus	dont dans les circonscriptions	dont à la proportionnelle	sièges non renouvelables	total de sièges (et avant le 12 VII
Parti libéral démocrate	45*	31	14	58	103 (118)
Parti démocratique	27	15	12	20	47 (38)
Komel	9	2	7	13	22 (24)
Parti social-démocrate	5	1	4	8	13 (20)
Parti communiste	15	7	8	8	23 (14)
Parti libéral	6	1	5	6	12 (11)
Club Kaikaku	0	0	0	3	3 (3)
Sakigake	0	0	0	3	3 (3)
Nouveau parti socialiste	0	0	0	0	0 (3)
Club Niin	0	0	0	1	1 (2)
partis mineurs	0	0	0	0	0(1)
indépendants	19	19	0	6	25 (13)
TOTAL	126	76	50	126	252 (250**)

### Japon & Algérie

rale.

D'autre part, l'accroissement de son électorat est essentiellement fondé sur l'évolution de secteurs conservateurs, tels les petits agriculteurs et commerçants, qui ont été victimes des réformes néolibérales, réduisant les mesures protectionnistes dont ils avaient bénéficié. Déçues par le PLD, les couches les moins favorisées des classes moyennes se sont tournées vers les positions de gauche modérée exprimées par le PCJ.

Sans une forte pression du mouvement ouvrier et des autres mouvements sociaux, le PCJ continuera à évoluer à droite en tentant de rassurer ces électeurs conservateurs qui ont abandonné le PLD.

La direction du PCJ explique aujourd'hui que le but du parti est d'établir un « capitalisme meilleur » et que « la lutte pour le socialisme est hors de portée dans le cadre des rapports de forces contemporains ». Le 25 août le président du PCJ, Tetsuzo Fuwa, expliquait dans le quotidien du parti Akahata (Drapeau Rouge) que le PCJ est prêt à abandonner sa revendication traditionnelle d'abolition du pacte de sécurité nippo-américain, de manière à créer les conditions permettant de former un « meilleur gouvernement » de concert avec les partis conservateurs de l'opposition. Fuwa dit également que ce « meilleur gouvernement de coalition », incluant le PCJ, préserverait l'actuelle alliance militaire avec les États-Unis.

### Les tâches de la gauche indépendante

Plusieurs petites organisations de gauche, dont les partisans de la Quatrième Internationale, avaient présenté une liste commune lors des élections à la Diète en 1995. Cette tentative se solda par un échec, n'obtenant que 0,9% des voix à la proportionnelle nationale. Depuis cette défaite, il y eut une série de tentatives avortées pour négocier une liste commune. Certains des groupes qui y ont pris part envisagent maintenant de présenter leurs candidats propres dans l'avenir.

Quel que soit l'aboutissement de ces discussions, la tâche principale pour la gauche socialiste au Japon est encore d'être à l'initiative de l'organisation des mobilisations contre le chômage, la dérégulation des conditions de travail, et contre l'ombre croissante des forces militaires japonaises sur les autres pays d'Asie.

## Le départ de Zeroual, un échec du régime !

a démission de Zeroual, après des mois de tractations et de lutte des clans du pouvoir, est d'abord un échec du régime.

Départ volontaire ou mise à l'écart, cela importe peu. La crise actuelle révèle qu'au-dessus du pluralisme de façade et d'un édifice institutionnel qu'on nous disait démocratique et parachevé, la caste militaire constitue un vrai pouvoir occulte qui se concerte, se déchire et décide en lieu et place du peuple algérien tenu sous tutelle. Et c'est l'ensemble de ce système qui porte collectivement la responsabilité de la politique catastrophique imposée aux Algériens.

La désignation de Zeroual en 1994 avait brutalement aggravé la crise politique. La politique de contre-terreur défendue par le chef de gouvernement de l'époque avait porté la confrontation militaire à un stade très supérieur.

Bénéficiaire involontaire du vote sanction contre les groupes armés islamistes en 1995, le régime a continué une politique répressive fondée dans son principe sur la méfiance à l'égard du peuple jusqu'à ce que l'ampleur des massacres de 1997 mette en évidence son incapacité à protéger les populations désarmées par ses soins en 1993.

Le pluralisme de façade, le simulacre de dialogue politique, les contacts entrepris avec les adversaires islamistes se distinguent certes de l'aveuglement sectaire des clans éradicateurs mais ils ne remplacent pas la vraie démocratie, le vrai res-



Mobilisation contre les bases américaines à Okinawa (D.R.)

pect des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives. Ils n'ont pas empêché les limitations aux activités des partis ni les disparitions et les exécutions extrajudiciaires. Les surenchères électoralistes ont conduit, quant à elles, toutes ces tendances du pouvoir à s'aligner le plus souvent sur les pressions conservatrices en matière de droits des femmes et sur le chauvinisme le plus fermé en matière de droits culturels des berbérophones.

L'acceptation au printemps 1994 de la politique économique imposée par le FMI engageait le processus d'effondrement de l'économie de notre pays et allait précipiter la grande masse des Algériens dans la pauvreté. Les velléités de résistance au libéralisme sauvage de certains groupes d'intérêts n'ont pas dépassé le stade de la formule électorale vague, alors que le chômage, la crise de la caisse des retraites, les licenciements massifs et les très nombreuses liquidations d'entreprises sont des réalités concrètes subies dans leur chair par les masses populaires.

Si les oppositions algériennes se sont souvent égarées loin des intérêts démocratiques et sociaux des masses populaires, l'appareil de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) s'est compromis dans le soutien le plus direct au pouvoir.

Maintenant que les aspirations populaires à une alternative au libéralisme et à une ouverture vers la démocratie et les libertés se font jour de plus en plus nettement, il est temps de bâtir le camp des travailleurs, des masses populaires et de la jeunesse. Il est temps d'imposer une autre politique qui réalise la souveraineté du peuple et qui mette un terme à la mascarade démocratique et aux manœuvres suicidaires actuels.

> Alger, le 12 septembre 1998 Secrétariat national du Parti socialiste des travailleurs (PST)

## **Roman Rosdolsky**

# Staline et la fusion des peuples dans le socialisme

Les Éditions de la Passion, en collaboration avec Jean-Marie Brohm pour la traduction et l'édition scientifique, se sont engagées dans la publication de trois volumes d'œuvres de Roman Rosdolsky (1). Le volume qui paraîtra fin 1998 aborde en profondeur, par la critique des positions de Friedrich Engels, la question des nationalités telle que ce dernier l'avait plus que maladroitement traitée et théorisée. Nous publions ci-après un extrait de cet ouvrage (le dernier appendice intitulé « Staline et la fusion des peuples dans le socialisme ») ainsi qu'un court texte de Michael Löwy sur Rosdolsky et sa critique pertinente.

Né en 1898 à Lemberg (Lwów des Polonais, Lvov des Russes, Lviv des Ukrainiens) en Ukraine, région à l'époque sous la domination austro-hongroise, Roman Rosdolsky rejoignit très jeune le mouvement socialiste. Mobilisé dans l'armée autrichienne durant la Première Guerre mondiale, il y créa avec ses amis une organisation illégale : la Jeunesse socialiste révolutionnaire et internationale de Galicie d'où sortirent les fondateurs du parti communiste d'Ukraine occidentale après le déclenchement de la Révolution russe. Après la guerre, Rosdolsky étudia à Prague, puis à Vienne où il effectua de 1927 à 1931 des recherches historiques, en collaboration avec l'Institut Marx-Engels de Moscou, dirigé par Riazanov. À Vienne encore, Rosdolsky obtint son doctorat en soutenant une thèse intitulé : Le problème des "peuples sans bistoire" chez Marx et Engels. En 1934, Rosdolsky retournait à Lwów : docteur en sciences politiques, il enseigna à l'université de cette ville jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Exclu du parti communiste à la fin des années 1920, Rosdolsky adhéra bientôt au mouvement trotskiste. Fait prisonnier en 1942 par la Gestapo, il connut successivement les camps de concentration d'Auschwitz, de Ravensbrück et d'Orianenburg. En 1947, il émigrait aux États-Unis ; en pleine période de guerre froide, son passé politique lui ferma l'accès aux universités américaines. Il survécut grâce à des travaux de journaliste, puis parvint à obtenir des bourses qui lui permirent de poursuivre ses recherches théoriques. Jusqu'à sa mort, en 1967 à Détroit, ces recherches accaparèrent l'essentiel de son temps ; bien que toujours sympathisant du mouvement trotskyste, il avait en effet cessé de participer de façon active à la vie politique. Vers la fin de sa vie, Rosdolsky se montrait par contre de plus en plus réticent à l'égard de la définition de l'État soviétique élaborée par Trotsky ; la notion d'"État ouvrier dégénéré" ne permettait plus, selon lui, de rendre compte de la réalité des pays où s'était consolidé un système d'exploitation de la classe ouvrière. Rappelons aussi que Ernest Mandel considérait Rosdolsky — avec qui il échangea une très importante correspondance (qui sera publiée dans une partie du troisième volume des Œuvres) — comme son "maître" et lui a dédié le Troisième Age du capitalisme.

1. Saluons ici l'entreprise des Éditions de la Passion [128 bis, boulevard de Charonne, 75020 Paris, tél.: 01 40 24 00 40, fax: 01 43 71 21 32], qui préparent la publication des œuvres du grand théoricien marxiste Roman Rosdolsky. Le volume 1, *Genèse du "Capital" chez Karl Marx*, contiendra la totalité du principal ouvrage de l'auteur, un classique de la critique de l'économie politique, paru en allemand en 1968, dont seulement la moitié fut jusque là publiée en français (Maspéro, 1976). Il est en préparation. Le volume 2, dont nous publions ici un extrait, paraîtra en fin d'année. Le volume 3, également en préparation, rassemblera des essais et articles inédits ainsi que des correspondances (avec Ernest Mandel, Otto Morf, Alexander Schwarz…).

ême les auteurs, qui contrairement aux adulateurs du dictateur soviétique ne considèrent pas Staline comme le « penseur le plus génial de notre époque », font généralement une exception — en faisant de Staline un théoricien de la guestion des nationalités. Ils songent alors à la brochure de Staline de 1913 qui représente en effet une de ses meilleures productions écrites (et elles ne sont pas très nombreuses). Pourtant, même si cet écrit — rédigé sous la direction intellectuelle immédiate de Lénine et avec la collaboration de Boukharine — possède des qualités indéniables, il ne faut pourtant pas oublier qu'il ne représente au fond qu'une popularisation de conceptions provenant d'autres auteurs (avant tout de Lénine). Mais un théoricien doit être jugé d'après ses résultats scientifiques originels et non pas d'après ses conceptions vulgarisatrices. Et de la même manière que nous pouvons évaluer l'importance d'un Say ou d'un MacCulloch en tant que penseurs de l'économie politique sur la base de leurs mérites pour la popularisation et la systématisation des doctrines d'Adam Smith et Ricardo, nous devons également dans le cas présent examiner les productions originales de Staline en tant que théoricien de la question nationale.

Comme preuve de ce que nous avancons, l'escapade de Staline (on ne peut guère la nommer autrement) dans le domaine de la théorie des nationalités en 1930 nous servira de pièce à conviction. Nous avons, ici, en vue, le discours de Staline au XVIe congrès du parti communiste de l'Union soviétique (juin 1930) qui fut édité depuis en des centaines de milliers d'exemplaires et dans toutes les langues possibles. Il y expliquait au cours d'une polémique contre les « déviations vers le chauvinisme grand-russe » dans la question nationale : « Lénine n'a jamais dit que les distinctions nationales dussent disparaître, et les langues nationales se fondre en une seule langue dans les limites d'un seul État, avant la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

### ARCHIVES DU MARXISME



Kazimierz Sichulski, En avant!, couverture du calendrier ouvrier 1908.

Lénine a dit, au contraire, quelque chose de directement opposé, à savoir que "les distinctions nationales et étatiques entre les peuples et les pays [...] se maintiendront encore très, très longtemps, même après la réalisation de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale [souligné par nous, J. S.]". Comment peut-on se référer à Lénine en oubliant cette indication capitale formulée par lui ? Il est vrai qu'un ex-marxiste, poursuit Staline, aujourd'hui renégat et réformiste, M. Kautsky, affirme quelque chose de directement opposé à ce que nous enseigne Lénine. Il affirme, contrairement à Lénine, que la victoire de la révolution prolétarienne dans l'État austro-allemand unifié, au milieu du siècle passé, eût amené la formation d'une seule langue allemande commune et la germanisation des Tchèques, car "la seule force de l'échange libéré de ses entraves, la seule force de la culture moderne apportée par les Allemands, eût, sans la moindre germanitransformés sation forcée, Allemands les petits-bourgeois, les paysans et les prolétaires tchèques arriérés, auxquels leur nationalité chétive ne pouvait rien donner". Il est évident gu'une telle "conception" s'harmonise parfaitement avec le social-chauvinisme de Kautsky. Ce sont justement les vues de Kautsky que j'ai combattus en 1925, dans mon intervention à l'Université des peuples d'Orient. Mais est-il possible que ce bavardage antimarxiste d'un socialchauvin allemand sans vergogne puisse avoir un sens positif pour nous, marxistes, désireux de rester jusqu'au bout des internationalistes? Qui a raison, Kautsky ou Lénine ? Si c'est Kautsky, comment expliquer alors le fait que des nationalités relativement arriérées, comme les Blancs

Russiens et les Ukrainiens, plus proches des Grands-Russes que le sont les Tchèques des Allemands, n'ont pas été russifiées à la suite de la victoire prolétarienne en URSS, mais, au contraire, ont ressuscité et se sont développées comme nations indépendantes ? Comment expliquer que des nations telles que les Turkmènes, les Kirghizes, les Ouzbeks, les Tadjiks (sans parler des Géorgiens, des Arméniens, des Azerbaïdjanais et autres), bien qu'arriérées, non seulement ne sont pas russifiées à la suite de la victoire du socialisme en URSS, mais, au contraire, ont ressuscité et se sont développées en nations indépendantes ? N'est-il pas clair que nos honorables déviationnistes courant après un internationalisme de façade, sont tombés dans les griffes du socialchauvinisme kautskyste? »

Quand on lit cette pompeuse tirade de Staline, on ne cesse pas d'être étonné. Selon les conceptions de Lénine, Trotsky, Boukharine et d'autres théoriciens éminents du bolchevisme, K. Kautsky est resté un marxiste orthodoxe jusqu'à la Première Guerre mondiale en 1914, environ, et est passé dans le camp du réformisme seulement au début de cette guerre. Mais nous apprenons à présent que « le jeune marxiste » Kautsky était devenu dès 1896 (car les phrases de Kautsky incriminées par Staline datent de cette année) un « socialchauvin allemand sans vergogne »! Mais quand avait-il été marxiste ? (À l'époque par exemple où il collaborait encore à Zurich aux Annales de Höchberg et se trouvait, selon son propre aveu, seulement « sur la voie du marxisme » ?)

Mais cela n'est qu'accessoire. Le côté intéressant de la question est plus important que la lutte de Staline avec la chronologie. Pour la compréhension du lecteur



Maurycy Lilien, Guerres paysannes (1898)

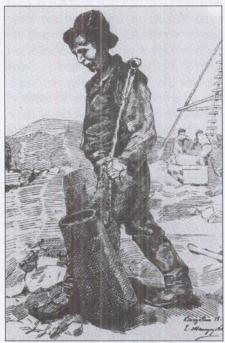
actuel, il faut rappeler que les phrases de Kautsky, dont il s'agit ici, sont extraites de sa préface à la traduction allemande des articles d'Engels sur la Révolution et la contre-révolution en Allemagne qui parurent à l'origine dans la New York Tribune. Dans ces articles Engels répète le pronostic erroné qu'il avait déjà établi deux ans auparavant dans La Nouvelle Gazette Rhénane, selon lequel les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie d'alors (à l'exception des Polonais) ainsi que les Roumains hongrois « n'avaient pas d'avenir en tant que nations indépendantes » et allaient au devant d'une assimilation par leurs puissants voisins (les Allemands, les Hongrois et les Polonais). En tant gu'éditeur de la série d'articles d'Engels, Kautsky devait naturellement prendre position vis-à-vis de ce pronostic si impitovablement réfuté par l'histoire — et il le fit dans une étude historique pénétrante qui lui fait honneur en tant que chercheur original. Le pronostic erroné d'Engels, pense Kautsky, était à l'époque, lorsqu'il fut établi (vers le milieu du siècle précédent) tout à fait justifié scientifiquement. S'il ne s'est pas réalisé malgré tout, « la faute réside ailleurs que dans la connaissance défectueuse des faits. Elle réside dans la seule grande erreur que Marx et Engels commirent depuis la découverte des fondements matériels du développement historique » à savoir dans leur hypothèse que la défaite de la révolution de 1848 n'était que passagère et qu'en l'espace de peu d'années lui succéderait une nouvelle révolution victorieuse. Mais s'ils avaient eu raison dans cette attente, dit-il plus loin, le destin de ces populations, et particulièrement des Tchèques enclavés dans les territoire allemands, aurait dû apparaître comme scellé — par suite de l'arriération culturelle et de la structure de classe tout à fait sousdéveloppée des Slaves autrichiens sans histoire. « Sans la moindre germanisation forcée, la force de l'échange libéré de ses entraves, la force de la culture moderne apportée par les Allemands eut transformé en Allemands les petits-bourgeois, les paysans et les prolétaires tchèques arriérés, auxquels leur nationalité chétive ne pouvait rien donner. » L'histoire prit cependant un autre cours : au lieu de la révolution radicale espérée, eut lieu le développement relativement lent du capitalisme, qui devait conduire les masses populaires des populations slaves plébéiennes à une opposition croissante contre la bourgeoisie allemande devenue

### ARCHIVES DU MARXISME

réactionnaire et les classes nobles hongroises et polonaises qui lui étaient alliées. Entre temps cependant la **structure de classe** des Slaves tchèques et autres Slaves autrichiens s'était fondamentalement transformée. Ils n'étaient plus des « peuples de valets » sans histoire, ils possédaient déjà leur propre bourgeoisie, leur couche d'intellectuels et leur propre prolétariat et purent ainsi emprunter la large voie de leur renaissance nationale. C'est ainsi que le pronostic autrefois justifié d'Engels devait se révéler en l'espace de quelques décennies totalement non fondé.

Voilà pour la préface de Kautsky. On peut certes émettre de nombreuses objections justifiées contre son analyse, car nous devons considérer aujourd'hui la chose avec des yeux totalement autres qu'en 1896. Mais on ne pourra guère nier que pour l'époque et pour l'état d'alors de la science sociologique cette analyse représentait une certaine performance et était totalement pénétrée de l'esprit de la méthode de Marx. (On ne peut en tout cas pas trouver dans la littérature marxiste ultérieure de meilleure présentation du problème que celle de Kautsky.) L'invective de Staline doit donc nous apparaître comme saugrenue et grossièrement non scientifique!

Très bien — mais si l'interprétation historique par Kautsky des conceptions de Marx et Engels devait quand même contenir un petit grain de chauvinisme, si se manifestait une certaine motivation « inconsciente » à savoir la motivation de la germanisation ? Que devrions-nous alors dire d'Engels et de Marx eux-mêmes qui n'interprétèrent pas des conceptions étrangères dans La Nouvelle Gazette Rhénane et dans la New York Tribune, mais défendirent les leurs propres qui aboutissaient précisément à une assimilation des Slaves autrichiens qui leur semblait inévitable ? Les deux hommes étaient en effet de l'avis que, en tout cas dans les circonstances de l'époque, « la force de l'échange libéré de ses entraves, la force



Maurycy Lilien, Boryslaw 1892

de la culture moderne, apportée par les Allemands » auraient dû transformer « les petits-bourgeois, les paysans et les prolétaires tchèques arriérés » en Allemands. Faut-il alors aussi considérer Marx et Engels comme des « social-chauvins allemands sans vergogne »? Et sinon, pourquoi ce qu'on leur passe devrait-il être reproché comme un crime à Kautsky ? Il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures, n'est-ce pas ? Pourtant ce que Staline fit de mieux au XVIe congrès du parti est certes sa référence aux conférences à « l'Université des peuples d'Orient » en 1925 où il avait déjà « combattu » prétendument la préface de Kautsky de janvier 1896. Mais gu'en est-il en réalité ? Voici les paroles mêmes de Staline: « On parle (Kautsky par exemple) de la création d'une langue unique commune à toute l'humanité, toutes les autres langues devant dépérir dans la période du socialisme. Je ne crois guère à cette théorie d'une langue unique, universelle. En tout cas, l'expérience ne plaide pas pour, mais contre une telle théorie. Jusqu'ici les choses se sont passées de telle sorte que la révolution socialiste n'a pas diminué, mais augmenté le nombre des langues ; car, secouant les couches les plus profondes de l'humanité et les poussant sur la scène politique, elle éveille à une vie nouvelle toute une série de nouvelles nationalités, autrefois inconnues ou peu connues. Qui aurait pu croire que l'ancienne Russie tsariste renfermait au moins 50 nationali-

### À propos du livre Friedrich Engels et le problème des "peuples sans histoire"

La théorie d'Engels sur les "peuples sans histoire" a été brillamment critiquée par Roman Rosdolsky, qui a prouvé son incohérence fondamentale. Il explique le rôle réactionnaire joué par les mouvements nationaux slaves durant les soulèvements de 1848 à la lumière des contradictions intrinsèques à la révolution en Europe orientale : les guelques nations qui luttaient pour leur propre libération comme la Pologne et la Hongrie, opprimaient des autres nationalités et des minorités ethniques en leur propre sein. La bourgeoisie et l'aristocratie terrienne formaient les forces sociales dominantes du mouvement polonais et magyar qui s'opposaient aux autres "nations paysannes". Les Ruthènes (Ukrainiens) de Galice, par exemple, ne soutenaient pas les revendications indépendantistes des Polonais, parce qu'ils défendaient déjà les embryons de leur propre identité nationale, une identité nationale qui exprimait elle-même le conflit de classe qui les opposait aux propriétaires terriens polonais. Les Serbes, les Croates, les Roumains, les Slovaques et toutes les autres "nations paysannes" de l'Europe sud-orientale entretenaient la même attitude à l'égard des Allemands et des Magyars. En réalité, ces soi-disant "peuples sans histoire" auraient participé à la révolution s'ils avaient pu obtenir une réforme agraire de la bourgeoisie et de l'aristocratie terrienne, mais la direction chauviniste et conservatrice des mouvements nationaux allemands, polonais et magyar n'acceptèrent pas cette réforme et poussèrent ainsi les masses paysannes dans les bras de la contre-révolution tsariste.

Au lieu d'appréhender – au moyen d'une méthode marxiste – les racines sociales du mouvement panslaviste, Engels dressa une carte de l'Europe basée sur deux catégories : les "nations révolutionnaires" et les "peuples sans histoire", les premiers étant considérés comme historiquement viables, tandis que les seconds étaient relégués au statut de fragments sans vie du passé. Cette position, qui dénie a priori la possibilité d'un réveil subséquent des "peuples sans histoire" est complètement anti-dialectique. Rosdolsky prouve, à travers d'abondantes citations, que même après 1848 Engels maintint sa vision de la révolution en Europe centrale et orientale comme étant fondamentalement allemande, avec les mêmes alliés (en premier lieu les Polonais) et les mêmes ennemis (la Russie tsariste et le mouvement panslave).

[Extrait de l'ouvrage de Michael Löwy, *Patries ou planète?*, Éditions Page deux, Lausanne 1997.]

### ARCHIVES DU MARXISME

tés et groupes ethniques ? Or, la révolution d'Octobre, ayant rompu les vieilles chaînes et mis en avant toute une série de peuples et peuplades oubliés, leur a donné une vie nouvelle et un nouveau développement. »



Photomontage: Mieczyslaw Berman (D.R.)

On le voit : Staline adopte ici un ton beaucoup plus mesuré vis-à-vis de Kautsky que lors du congrès du parti en 1930. Ce n'est pas étonnant en effet, il polémique ici non pas contre la préface mentionnée de 1896, mais contre des conceptions tout à fait différentes de Karl Kautsky et qui appartenaient depuis toujours à l'arsenal de la doctrine bolchevique. Il est bien vrai que Kautsky parla plusieurs fois (comme avant lui déjà Marx et Engels) de la vraisemblance de la fusion des peuples dans un lointain avenir du socialisme. Mais — et ici commence le côté "délicat" de l'affaire — cette idée fut soulevée beaucoup plus fréquemment et énergiquement par Lénine. [...]

Il est donc clair que dans cette question (le dépérissement des différences nationales dans la société socialiste) Kautsky et Lénine sont parfaitement d'accord. Les deux constatent le caractère assimilateur du développement moderne, les deux saluent la « fusion des peuples » (volontaire et non violente !), les deux voient en elle le but du socialisme. Seulement Lénine, en tant que révolutionnaire radical, souligne ce point de vue encore plus énergiquement que Kautsky et cela Staline le savait parfaitement. Son exposé de 1925 ne représentait au fond qu'une polémique secrète contre Lénine. D'où son « par exemple », c'est pourquoi il nomme Kautsky pour ne pas avoir à nommer « par exemple » Lénine!

Mais, remarquera à nouveau le lecteur, Staline se prononça en 1930 aussi pour la théorie léniniste de la « fusion des peuples », tandis que cinq ans auparavant il avait **nié** la justesse de cette théorie (restée controversée dans le camp socialiste). N'est-ce pas là une **contradiction**?

Certes, et c'est ainsi que quelques participants au congrès de 1930 le comprirent qui osèrent même (ah comme cette époque était alors libérale!) attirer l'attention du dictateur soviétique sur cette contradiction dans une question écrite : « Vous combattiez alors — ainsi était rédigée cette question que nous extrayons du discours de clôture de Staline (qui les commente également par des remarques mises entre parenthèses) — la théorie de Kautsky sur le dépérissement des langues nationales et la création d'une seule langue commune dans la période du socialisme [dans un seul pays, Staline]; et maintenant, dans votre rapport [...] vous déclarez que les communistes sont partisans de la fusion des cultures nationales et des langues nationales en une seule culture commune, avec une seule langue commune [dans la période de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, Stalinel. N'y a-t-il pas là quelque chose d'obscur

« Je pense, répondit Staline, qu'il n'y a là ni point obscur, ni contradiction d'aucune sorte [!] [...] En ce qui concerne la perspective plus éloignée des cultures nationales et des langues nationales, ie m'en suis toujours tenu et continue de m'en tenir à la conception léniniste suivant laquelle dans la période de victoire du socialisme, à l'échelle mondiale, quand le socialisme s'affermira et entrera dans les mœurs, les langues nationales devront infailliblement se fondre en une seule langue commune, qui ne sera évidemment ni grande-russe, ni allemande, mais quelque chose de nouveau [...]. Apparemment, les auteurs de ce billet n'ont pas compris [...] que la question du dépérissement des langues nationales et de leur fusion en une seule langue commune, n'est pas une question intérieure d'État [...] mais une question internationale, la guestion de la victoire du socialisme à l'échelle internationale. »

On peut ici toucher pour ainsi dire du doigt la mauvaise foi de Staline. Il était tout à fait naturel qu'en tant que pragmatique incorrigible il ne veuille accorder aucun crédit en 1925 à la thèse marxiste traditionnelle de la « fusion des peuples dans le socialisme ». (Finalement chacun a le droit d'avoir une opinion personnelle et ce trait de caractère de Staline doit nous paraître plutôt sympathique.) Mais l'astuce dont il se sert n'est pas normale, l'ex-

cuse selon laquelle sa critique d'alors valait non pas pour la fusion des peuples « après la victoire du socialisme à l'échelle mondiale », mais seulement « après la victoire du socialisme dans un seul pays ». Car, d'abord, sa conférence à « l'Université des peuples d'Orient » ne se laisse pas interpréter ainsi avec la meilleure volonté. Et ensuite il n'est jamais venu à l'esprit ni de Kautsky, ni de Lénine de poser la question sous cette forme absurde. Ils insistèrent sans cesse, bien plutôt, sur le fait que « la fusion des peuples » ne pourrait avoir lieu qu'après une très longue période. peut-être seulement après des siècles. Il fallait donc une absence de scrupule particulière (et d'ignorance) pour citer comme preuve contraire la vieille préface de Kautsky de 1896 qui traitait de la révolution bourgeoise allemande de 1848-1849 et accuser ainsi Kautsky de social-chauvinisme allemand. (D'autant plus, que, dans ce cas, Marx et Engels devaient apparaître avant tout comme des archi-chauvins!) La digression théorique de Staline témoigne par conséguent d'un tel primitivisme qu'il est vraiment pénible de devoir en traiter. Lui-même n'aurait sûrement pas osé deux ou trois ans auparavant apparaître avec de telles inepties devant un congrès du parti — on se serait purement et simplement moqué de lui... Mais manifestement le fier parti de Lénine manquait à ce point de colonne vertébrale en 1930 et était à ce point brisé qu'il devait même supporter les rodomontades du « grand théoricien des nationalités », Staline...\*



Antoni Kamienski, L'agitateur, (1905-1907)

\* Extrait de Friedrich Engels und das Problem der geschichtslosen Völker (Die Nationalitätenfrage in der Revolution 1848-1849 im Lichte der «Neuen Rheinischen Zeitung»). A paraître en traduction française aux Éditions de la Passion fin 1998, sous le titre: Roman Rosdolsky, Œuvres 2, Friedrich Engels et la question des "peuples sans bistoire" (la question des nationalités dans la révolution de 1848-1849 à la lumière de "La Nouvelle Gazette Rhénane"), prix public 120 F.

# Recomposition sur fond de crise des partis traditionnels

par Badara Ndiaye\*

D epuis plusieurs années, on assiste à un processus de recomposition politique au sein du parlement, dans l'opposition et au sein du Parti socialiste (PS) qui s'est accéléré récemment. Il a pris différentes formes et a eu plusieurs conséquences.

### Cooptation institutionnelle

En 1991, le Parti socialiste (PS) sous la conduite de Abdou Diouf, président de la République et président du PS, a développé une stratégie de cooptation institutionnelle des partis de l'opposition, sous la forme d'une offre de participation au gouvernement. A des moments différents, les partis suivants ont accepté l'offre : le PDS (1), la LD/MPT et le PIT (2), le PDS-Rénovation (3).

La LD/MPT, dont l'un des deux ministres avait été secrétaire général du syndicalisme enseignant autonome, a accepté la politique gouvernementale dans le secteur de l'Éducation et a mis en oeuvre une politique de recrutement des maîtres, appelés volontaires de l'éducation, pour un revenu mensuel équivalent à... 500 francs français, conformément aux exigences de la Banque Mondiale. Cette politique a eu pour conséquence une perte importante de crédibilité et l'affaiblissement de ce parti.

Le PIT a obtenu deux postes ministériels. Il a senti l'impopularité du gouvernement, la gravité de la corruption et les crises sociales dues aux politiques mises en oeuvre sans oublier les cafouillages au sein de l'appareil gouvernemental où il ne servait que de faire valoir. Tout en étant dans le gouvernement, il a osé critiquer publiquement la politique du PS et dénoncé la "malgouvernance" au Sénégal. Ses ministres ont alors été congédiés.

Après avoir quitté le gouvernement, le PIT de Amath Dansoko a connu une scission qui a donné le Mouvement de la gauche démocratique (MGD) dirigé par Samba Dioulde Thiam.

Quant au PDS, il faut rappeler qu'après les élections présidentielles largement frauduleuses de 1988, le peuple avait estimé qu'il était le vainqueur. Pendant six mois, les insurrections urbaines ont bloqué le pays, empêchant Abdou Diouf de sortir du Palais. L'exigence du "sopi" (changement), auquel avaient adhéré tous les



L'élction de Diouf à la présidence en 1993 fut fortement contestée... (D.R.)

Sénégalais — non pas par accord avec la ligne libérale du PDS mais par besoin de faire partir le PS — était massif et puissant. C'est sur la base de ces puissantes mobilisations, structurées par les comités de résistance populaire, que la direction du PDS avait négocié avec Abdou Diouf. Le PDS avait une très grande force numérique mais sa direction avait opté pour un rejet de tout renversement du PS par des soulèvements populaires.

C'est dans ce contexte que le PDS est allé au gouvernement à deux reprises, ce qui a constitué un affaiblissement de sa force de frappe et entraîné aussi des doutes sur la capacité et la volonté de l'opposition sénégalaise d'aboutir à l'alternative. Ceci a dû jouer, à côté d'autres facteurs, dans la faiblesse du taux de retrait des cartes d'électeurs lors des élections législatives de mai 1998.

Pendant un an, le parti vivait une crise de succession d'Abdoulaye Wade, leader libéral âgé de plus de 70 ans. Cette bataille d'appareil opposait deux anciens ministres libéraux Ousmane Ngom (Santé) et Idrissa Seck (Artisanat et industrialisation). Après les élections de mai 1998, la crise était devenue ouverte. Elle ne se posait plus seulement en terme de succession douce mais en terme d'exigence, par des cadres du PDS, du départ de Wade. La crise a pris une telle ampleur que d'anciens députés et responsables du PDS l'ont quitté pour créer un nouveau parti, le PLS (Parti libéral sénégalais), dirigé par Ousmane Ngom.

AND-JEFF/PADS (Parti africain pour la démocratie et le socialisme) a toujours rejeté les offres d'entrée au gouvernement et en a informé l'opinion publique (4). Cela lui vaut un énorme

<sup>\*</sup> Badara Ndiaye est secrétaire national adjoint, chargé des Sénégalais de l'extérieur et membre du secrétariat exécutif politique du Parti africain pour la démocratie et le socialisme (AND-JEFF/PADS).

<sup>1.</sup> Parti démocratique sénégalais, droite libérale et première force électorale de l'opposition.

<sup>2.</sup> Ligue démocratique-Mouvement pour le parti du travail et Parti de l'indépendance et du travail, tous deux issus de l'ex-Parti africain pour l'Indépendance, pro-soviétique, ayant des racines profondes dans le mouvement ouvrier, en particulier dans le syndicalisme enseignant.

<sup>3.</sup> Une scission de la droite libérale.

<sup>4.</sup> En 1993, AND-JEFF/PADS avait participé à une alliance électorale de la gauche sous le sigle "jappo" (entente ou unité). La liste "jappo" avait obtenu 3 députés parmi lesquels le Secrétaire Général de AND-JEFF/PADS, Landing Savané. Lors des élections locales et régionales de 1996, malgré les fraudes massives organisées par le pouvoir, AND-JEFF/PADS a fait une remarquable percée, obtenant plus de 500 élus dans les communautés rurales, les municipalités et les régions. En 1998 AND-JEFF/PADS s'est présenté seul sous le sigle "folli" (destituer) et a obtenu 60 673 voix (5%) et 4 députés, dont une femme.

### Sénégal

crédit politique. Pour nous, il est impossible de contourner le présidentialisme néocolonial du PS en intégrant le gouvernement. La cooptation par le PS constitue non pas un moyen de construire des instruments politiques pour faire face aux problèmes du Sénégal, mais un moyen de briser toute contestation politique et sociale et un mécanisme pour se refaire une santé financière.

### Scissions et recomposition

Le cas du PS est différent. Son adhésion à l'Internationale socialiste. où il occupe une vice-présidence, lui avait permis de comprendre qu'une des réponses des puissances occidentales, particulièrement celle de la France, à la crise récurrente en Afrique est de promouvoir un partenariat politique selon un gentlemen agreement qui respecte les choix et orientations politiques des bailleurs. Cela signifie l'intégration de l'opposition. Cette conception a entraîné chez les conservateurs du PS une certaine méfiance et un rejet parce qu'ils y voyaient une perte de leurs strapontins. A cela, il faut ajouter un rejet, par la vieille garde du PS et de secteurs importants des jeunes et des femmes, de la décision de Diouf de confier la direction du Parti à un novice sans base significative ni expérience politique confirmée. Le congrès sans débats de 1996 a été la première cause d'une véritable césure interne au sein du PS.

De plus, lors des élections municipales et rurales de 1996, beaucoup de responsables nationaux et locaux ont



traduit leur amertume de ne pas avoir été investis par un vote-sanction contre leur propre parti. Cette situation a connu un rebondissement lors des élections législatives de 1998 au cours desquelles le processus d'investitures du PS a élargi la base du mécontentement interne.

Tout ceci a donné naissance au Renouveau démocratique dirigé par Djibo Leyti Ka, ancien ministre et membre fondateur du PS. Ce mouvement a d'abord existé en tant que courant interne au PS et a demandé des réformes profondes du parti en matière de démocratie, pour finalement s'autonomiser.

Toutes ces scissions présentent un trait commun : une critique systématique du régime interne des partis marqué par l'absence de démocratie. Dans un tel contexte, les partis qui s'étaient laissés coopter par le PS, ne peuvent plus le faire aussi aisément sans payer un tribut encore plus lourd. De plus, le PS, qui a frauduleusement



Trois photos du premier congrès de AND-JEFF/PADS

gagné les élections de mai 1998, a posé une nouvelle condition à toute cooptation : toute entrée au gouvernement devra se faire sur la base de discussions avec le PS et non plus directement avec le président de la République.

### Après les législatives

C'est dans ces conditions que se sont tenues les élections avec 18 listes. Parmi ces dernières, il y avait celle du Renouveau, qui faute d'être enregistré en tant que parti, s'est allié avec deux autres — dont l'Union pour le Socialisme et la Démocratie (exlambertistes de la Ligue communiste des travailleurs) — sur une liste intitulée Union pour le Renouveau Démocratique (URD).

Après les élections législatives, on assiste à une recomposition politique dont le parlement constitue un lieu important. Le PDS et le Renouveau, ont rejeté toute participation à un gouvernement élargi sous la direction du PS. Il était dès lors possible de rechercher des alliances tactiques au



sein du parlement pour permettre à l'opposition d'avoir accès au Bureau de l'Assemblée Nationale tout en se constituant en groupes parlementaires. C'est ainsi que la LD/MPT et l'URD se sont alliés pour former un groupe parlementaire.

AND-JEFF/PADS s'est allié au PDS, à la CDP (Convention des Démocrates Patriotes) et au PIT. Notre stratégie était de ne s'allier ni avec le PDS seul ni avec le Renouveau seul. Ce dernier a contacté notre parti pour une alliance parlementaire, mais les négociations n'ont pas abouti.

La nouvelle alliance parlementaire peut sembler poser des problèmes. Mais le fait de constituer un groupe parlementaire pluriel ne signifie en aucun cas un accord sur un projet politique commun. A l'intérieur du groupe parlementaire, la règle est la concertation et la recherche de possibilités d'actions communes dans une liberté totale de pensée et d'agir pour chaque composante.

Cette alliance a permis à AND-JEFF/PADS de voir son secrétaire général, Landing Savané, élu membre du Bureau du Parlement et vice-président de l'Assemblée Nationale. Notre but initial était de constituer une alliance arc-en-ciel plurielle dénommée ANPA (Alliance nationale pour l'alternance) au sein du parlement de toutes les forces d'opposition contre le PS. Ce qui aurait le mérite de constituer un cadre de dialogue et de débats politiques pour des propositions de lois autour des préoccupations des Sénégalais et favoriser aussi l'émergence d'une candidature unique face au PS pour les élections présidentielles de l'an 2000.

Mais nous n'avions jamais écarté la possibilité qu'existent deux groupes de l'opposition au sein du parlement et, par conséquence, celle de coopérer autour, entre autres, des questions principales qui concernent les masses des villes et des campagnes : la corruption, le rejet des accords qui bradent les richesses nationales, la réforme du système judiciaire, le droit d'effectuer des sondages (interdits au Sénégal), la paix en Casamance, la réforme du système éducatif, la mise en oeuvre d'une politique de santé plus efficiente et moins coûteuse.

Il faut aussi noter d'autres axes de recomposition politique extraparlementaire. L'URD a décidé de se constituer en parti politique mais les militants du PS, qui ont voté pour lui, n'ont pas tous démissionné du PS. Il y aurait même des réticences de certaines secteurs à créer le parti. Est-ce à dire qu'il y a au sein de ce courant des partisans d'un retour au PS ? En tout cas, son objectif est de traduire son avancée électorale en leadership de l'opposition face à un PDS en crise et à une gauche qui n'a pas encore

réussi à se renforcer de manière encore plus significative.

C'est pourquoi, AND-JEFF/PADS a décidé de poursuivre ses initiatives en faveur d'une unification de toutes les forces de gauche. Ceci permettrait de faire contrepoids aux tentatives de recomposition de la droite, servirait d'alternative éventuelle au PS. Néanmoins, ce projet n'est pas antinomique à l'initiative de notre parti visant à appeler à la tenue des États Généraux de l'opposition en vue du renversement de Diouf. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer la création de l'Alliance des forces du changement pour l'alternance, qui ne doit pas connaître le même sort que les autres tentatives de regroupement de l'opposition au risque d'entraîner au Sénégal de graves reculs démocratiques et politiques.

Il faut signaler que ces différentes



Après la présidentielle de 1993

recompositions en cours auront des répercussions sur le syndicalisme autonome qui avait souffert des expériences de majorité présidentielle élargie, particulièrement sur l'UNSAS. (Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal), qui regroupe les puissants syndicats de l'électricité, de la santé, des postes et télécommunications, de l'enseignement, et sur le

## Lutte et répression des électriciens

par l'UNSAS\*

Le Sénégal, l'un des quatorze membres de l'Union Économique et Monétaire de la zone CFA, vit sous les politiques d'ajustement structurel (programme du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale) depuis la fin des années soixante-dix. Aux quatre programmes qui ont tous échoué, sont venus s'ajouter des programmes sectoriels à la suite de plusieurs rééchelonnements du payement de la dette.

La poursuite des programmes conduit à des effets dévastateurs pour les travailleurs : suppressions d'emplois, perte de pouvoir d'achat et paupérisation accrue de la population. Elle impose une libéralisation sauvage de l'économie et des privatisations.

Sur injonction de la Banque mondiale le gouvernement a choisi de s'attaquer aux secteurs stratégiques de l'économie. Après la Société nationale des eaux (augmentation des tarifs de 3% par an jusqu'en 2003), la Société nationale des téléphones a été privatisée (augmentation insidieuse des tarifs et un plan social dans l'impasse).

La Société nationale de l'électricité (SENELEC) restait l'ultime verrou face aux privatisations. Le syndicat unique des travailleurs de l'électricité (SUTELEC) avait élaboré des alternatives pour répondre au défi de la recapitalisation, de la modernisation et de l'extension des unités de production. Les sacrifices consentis par les travailleurs ont fait passer l'entreprise d'une situation quasi-irrémédiable de dépôt de bilan à un excédent de 2 milliards de francs CFA. L'enjeu, ce sont l'avenir du service public, le maintien des emplois et l'électrification rurale.

En 1997 de longues discussions ont été engagées avec le gouvernement, et qui ont abouti à un accord stipulant notamment : le maintien de la mission actuelle de SENE-

LEC comme principal opérateur, la transformation de la compagnie en une société anonyme à participation publique majoritaire (51%) et la possibilité de céder 10% des actions aux travailleurs à la demande du syndicat le plus représentatif (SUTELEC est ce syndicat). Le 30 mars 1998 l'Assemblée nationale a voté une loi qui ne respecte pas l'esprit des accords signés, accordant à l'État seulement 41% du capital et laissant aux travailleurs jusqu'au 31 décembre 1998 pour acquérir les 10% d'actions qui leurs restent réservés pendant cette période. En même temps le gouvernement a entamé une restructuration de l'entreprise dans le but d'affaiblir le syndicat. Le SUTELEC a alors déclenché le boycott de toutes les mesures hors contrat.

Afin de priver le syndicat du soutien de la population, la direction de SENELEC a procédé à deux coupures d'électricité les 15 et 20 juillet 1998. Le 20 juillet le gouvernement a procédé à des arrestations de syndicalistes, dont Mademba Sock, dirigeant du SUTELEC et Secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSAS), alors que la direction de l'entreprise procédait à des licenciements pour cause de "sabotage" et 'd'incitation à la grève". Le gouvernement a entrepris une intense campagne d'intoxication pour masquer la violation flagrante du droit de grève, des libertés syndicales et démocratiques et des conventions 87, 98 et 125 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Malgré l'interdiction des manifestations, des dizaines de milliers de manifestants ont répondu à cette provocation à Dakar et en province, à l'appel des confédérations syndicales UNSAS et CSA, des organisations de défense des droits de l'homme, des partis politiques de l'opposition et même de larges secteurs syndicaux de la centrale contrôlée par le pouvoir. « Libérez Mademba! » est devenu le cri de ralliement et le point de convergence de la démocratie au Sénégal. L'UNSAS et la CSA ont appelé à la solidarité du mouvement syndical international.

<sup>\*</sup> Nous publions de larges extraits du communiqué diffusé par l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSAS).

### Sénégal & Guinée-Bissau



mouvement étudiant et élève du Sénégal. Cette nouvelle distribution des cartes politiques relancera à coup sûr les luttes syndicales et la résistance aux différentes mesures du pouvoir socialiste.

## Un cabinet pour le réélection de Diouf

Ces recompositions en cours inquiétent le PS qui avec le remaniement ministériel du 4 juillet tente de créer un cabinet de guerre pour la réélection de Diouf. La nouvelle équipe gouvernementale a deux caractéristiques principales : elle est d'abord pléthorique avec 32 ministres et ensuite le Premier ministre, Mamadou Loum, technocrate sans états d'âme, est un ami des bailleurs de fonds. Le remaniement ministériel constitue aussi une redistribution des pouvoirs au sein du PS. Le Premier secrétaire du PS, Ousmane Tanor Dieng, contesté par ses anciens alliés et même à l'intérieur de son parti, bénéficie de dispositifs institutionnels lui permettant d'espérer un jour hériter du fauteuil présidentiel. Il est aussi ministre d'État, ministre des Affaires et services présidentiels et assure l'intérim du Premier ministre en cas d'absence. Ses amis et alliés occupent toutes les fonctions ministérielles stratégiques. Ainsi, le ministère de l'économie, des finances et du plan a été confié à un homme sûr pour éviter que ne se répète le précédent fâcheux de la démission d'un de ses prédécesseurs lorsque le PS lui eut demandé de financer indirectement sa campagne électorale.

Ousmane Tanor Diena est certainement I'homme que Diouf prévoit pour diriger le Sénégal. Le fait que le décret de sa nomination, ait été signé le par Président en même temps que celui nommant le Premier ministre.

renvoie à une "primature" inutile et à une prééminence de la présidence de la République. Le choix de Loum est clair. Il accepte de jouer au bouclier du Premier secrétaire du PS en endossant tout seul les conséquences des mesures impopulaires qui seront prises. En fait le Premier ministre, comme le disait un politologue sénégalais, « c'est celui qui peut démontrer qu'il est suffisamment utile pour justifier sa nomination et prouver qu'il est suffisamment inutile pour ne pas faire ombrage au Président de la République et à son dauphin. »

Le plus haut représentant de l'État reste le chef de l'exécutif. Cela exclut un cohabitation à la française en cas de défaite du PS, car le Premier ministre issu de la majorité n'aurait aucune légitimité constitutionnelle.

Il y a donc en perspective des affrontements durs auxquels la gauche et le mouvement syndical doivent se préparer. Déjà dans les secteurs de l'électricité que le pouvoir veut privatiser, le syndicat demande que l'État garde 51 % du capital alors que, pour les pouvoirs publics, il faut un repreneur stratégique qui devienne majoritaire conformément aux directives de la Banque Mondiale. La situation est aussi explosive dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des transports publics, où les travailleurs sont sans salaires depuis plusieurs mois.

Dakar, le 12 juillet 1998

par Badara Ndiaye\*

ébut Juin 1998, une mutiner éclatait dans de l'armée bissa -guinéenne à la suite de la découverre d'un trafic d'armes au sein de l'appareil militaire en faveur des guerilleros du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) qui luttent contre le gouvernement sénégalais. Les dirigeants politiques de Guinée-Bissau accusent le général Ansoumana Mané que le président Nino Vievra décide de limoger. Le limogeage du chef militaire précipitait les choses et entraînait une rébellion au sein de l'armée pour renverser Vievra.

Au nom des accords de coopération militaire de 1976 entre Bissau et Dakar, Abdou Diouf, président du Sénégal, décide alors d'envoyer 1500 soldats avec l'appui symbolique de Lansana Conté, président de Guinée (Conakry). Selon les "experts militaires" sénégalais, l'intervention ne devait durer que 48 neures. Mais depuis plus d'un mois les "jambars" (dénomination des soldats sénégalais) font face a une résistance plus forte que prévue. En réalité, il ne s'agit pas d'une bataille contre des milices, mais contre une fraction significative de l'armée (pratiquement les 3/4) soutenue par des secteurs importants de la population. Aucun parti politique de l'opposition n'a soutenu Vieyra ou l'intervention des troupes sénégalaises et guinéennes. Ce qui traduit un isolement politique réel de Nino Vieyra.

### Origines du conflit

La colonisation en Afrique a créé une balkanisation du continent et une multiplicité d'États dont les contours ne correspondaient plus aux délimitations socio-culturelles. Ainsi, la Guinée-Bissau, la Gambie et le sud du Sénégal appartenaient au Royaume du Gabou (1), caractérisé par une

<sup>\*</sup> Depuis l'écriture de cet article un cessez-le-feu est survenu fin août, sans que le conflit soit réglé pour autant.

<sup>1.</sup> Royaume fondé vers 1240 par les Mandingues dont la capitale, jusqu'en 1650, fut Kansala. Ce royaume occupait la haute et moyenne Casamance et le cours du fleuve Koliba. Déclin et chute de 1790 à 1867.

# Mutinerie et intervention sénégalaise

homogénéité linguistique et des pratiques socio-culturelles similaires. Cette tradition est encore vivace.

La Guinée-Bissau était une colonie portugaise. La lutte de libération nationale menée par le PAIGC d'Amilcar Cabral et la chute de la dictature portugaise en 1974 ont permis a ce pays de devenir indépendant. Mais les pays frontaliers ont eu des attitudes différentes vis-à-vis du PAIGC et de sa lutte : si la Guinée de Sekou Touré fut le repli stratégique du PAIGC, le Sénégal avait soutenu le Front de Libération Nationale de Guinée-Bissau, une sorte de regroupement de "contras".

A la mort de Cabral, son frère prend la tête du pays avant d'être renversé par Nino Vieyra en 1980. Depuis 1987, ce dernier tente une restructuration de l'armée, en écartant les anciens maquisards, au profit d'une nouvelle génération de militaires. Les trois chefs de l'état major restés fidèles à Nino Vieyra représentent cette nouvelle génération, en adéquation avec un projet politique différent du projet fondateur du PAIGC. Ce projet s'est heurté à la résistance des anciens maquisards, dépositaires d'une légitimité historique.

Pays à tradition fortement lusophone, la Guinée-Bissau a constitué pour Dakar un obstacle à l'extension de la francophonie. C'est aussi un lieu de passage de la contrebande et une zone de repli du MFDC. L'appartenance du Sénégal à la zone Franc alimentait la contrebande, notamment en provenance de la Gambie et de la Guinée-Bissau. La régime sénégalais avait donc tout fait pour que la Guinée-Bissau adhère à la zone Franc. Cette orientation fut rejetée par Ansoumana Mané, qui jugeait que l'entrée de la Guinée-Bissau au sein de la zone Franc allait générer l'inflation et provoquer des problèmes sociaux. La réalité lui a donné raison :

les denrées de première nécessité ont augmenté (huile de 500 à 900 F CFA et 100 kg de riz de 20 000 à 23 000 F CFA), une taxe à la consommation fut imposée alors que les revenus des militaires bissau-guinéen (en moyenne environ 11 000 F CFA) et de l'administration (15 000 F CFA) restaient bas. L'une des conséquences de ces bas revenus est que les militaires bissau-quinéens louent leurs armes à des quérilleros du MFDC. L'entrée de la Guinée-Bissau dans la zone Franc et l'intégration dans l'espace politique francophone sont également associées à la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement structurel avec ses conséquences dramatiques.

C'est ce contexte qui explique l'adhésion des populations au discours social des mutins contre la vie chère (imputée a Nino Vieyra) et détermine la réalité du conflit avec une résistance conduite par Ansoumana Mané né en Gambie et qui a refusé en 1991 lors du Congrès du PAIGC de rejoindre l'appareil politique.

Les Bissau-Guinéens contestent

### Sénégal & Guinée-Bissau

cette intervention militaire et dans l'émigration au Portugal, les drapeaux sénégalais ont été brûlés, sans compter l'appel au retrait des troupes de Diouf assimilées à une force "impérialiste". Si le Sénégal demande avec insistance une intervention des autres pays africains, c'est pour éviter d'avoir son Viêt-nam. Une force d'interposition lui donnerait un répit de haute portée et surtout une porte de sortie honorable qui ne l'obligerait pas à rester à Bissau après le conflit armé. Une chose est sûre : un sentiment anti-Sénégal s'est installé parmi les Bissau-Guinéens, dont le seul responsable est Abdou Diouf et son parti. Même si les troupes sénégalaises remettaient Nino Vieyra au pouvoir, il est clair qu'il faudra une présence militaire permanente dans ce pays.

La guerre a fait des centaines de morts et entraîné un exode au Sénégal et en Gambie de plus 250 000 réfugiés avec comme conséquence des familles éclatées, des vies ruinées et des difficultés supplémentaires dans la reconstruction d'un pays qui n'a connu que la guerre depuis plus de trente ans. Et le Sénégal refuse d'ouvrir des couloirs humanitaires pour aider les réfugiés et interdit le survol de son espace aérien par des avions d'organisations humanitaires. Cela ressemble a un embargo qui ne dit pas son nom. Les forces politiques de gauche et les démocrates doivent exiger le retrait inconditionnel des troupes sénégalaises de Guinée-Bissau.

## Un fonds pour la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal

Les militants de And-Jef PADS apprécient *Inprecor* et souhaitent pouvoir le diffuser plus largement. Mais l'écart entre nos coûts de fabrication et d'envoi d'une part et les ressources de nos lecteurs sénégalais d'autre part, constitue une barrière à la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal.

Pour résoudre cette difficulté, nous avons constitué en avril 1998 un fonds pour la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal, en demandant à nos lecteurs d'y souscrire. Les premières contributions reçues nous ont d'ores et déjà permis d'envoyer régulièrement 50 exemplaires d'*Inprecor* à nos lecteurs sénégalais. Vous pouvez y contribuer en nous faisant parvenir vos dons à la PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France, par virement postal ou par chèque à l'ordre de la PECI. N'oubliez pas de mentionner "fonds Sénégal"!

Première liste de donateurs :

Philippe D., France 100,00 F Vincent H., France 50,00 F

Alain M., France	100,00 F
Martine T., France	40,00 F
Gérard B., France	40,00 F
François N., France	90,00 F
Charles-Henri V., Réunion	50,00 F
Heinrich T., Autriche	160,00 F
Julien S., Suisse	40,00 F
Francis P., France	40,00 F
Serge D., Corse	360,00 F
Ronaldo GD., Portugal	10,00 F
Dominique D., France	50,00 F
Denis L.T., France	100,00 F
Claude P., France	100,00 F
Arnaud B., France	20,00 F
Leila P., France	100,00 F
Gunnar G. M., Norvège	100,00 F
Jean-Louis T., France	85,00 F
Ludovic A., France	200,00 F
Keith M., Etats-Unis	60,00 F
Pablo K., France	40,00 F
Michel H., France	50,00 F
Gérard M., France	40,00 F
Alain G., France	100,00 F
Didier M., France	140,00 F
AG 4 - VSP, Allemagne	669,86 F
Total au 14 septembre :	2934,86 F

# Une logique dramatique

par Eric Toussaint\*

n mai 1997, il fallait saluer l'effort réalisé par ceux et celles qui venaient de renverser le régime de Mobutu. Nous ne regrettons pas de l'avoir fait. La fin de plus de trente ans de mobutisme ouvrait de nouvelles possibilités pour la réalisation des aspirations du peuple. Malgré les espoirs, le nouveau pouvoir n'a pas stimulé le développement de l'autoorganisation populaire. Le gouvernement mis en place par l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo (AFDL) était, et est, un gouvernement défendant l'ordre capitaliste. Par ailleurs, cela ne l'a pas empêché d'être en contradiction avec certains intérêts des grandes puissances impérialistes (France et dans une moindre mesure USA).

La naissance et l'évolution du régime de Kabila sont marqués par les caractéristiques suivantes : très peu d'assises dans les masses; un programme dont le caractère de changement progressiste était très limité ; une conception autoritaire et paternaliste du pouvoir ; une limitation du droit d'expression pour les opposants politiques ; la peur de Kabila et de son entourage d'affronter un débat politique ouvert ; le maintien d'une grande partie de l'appareil d'État mobutiste : l'entrée massive d'éléments mobutistes dans les structures de l'AFDL; une lenteur démesurée dans la mise en pratique de projets démocratiques permettant par exemple d'aller à la rencontre des besoins des population en matière de santé et d'éducation ; une tendance manifeste à profiter de la bonne vie de la part d'un nombre élevé de dirigeants, ministres et PDG d'entreprises désignés par le régime.

Tels sont les maux principaux qui

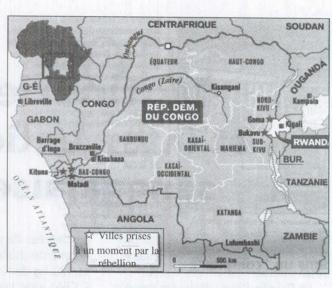
ont marqué le nouveau régime.

Les masses

congolaises ont été soulagées de voir la fin du régime Mobutu et se sont félicitées de la réduction du rançonnement auguel elles étaient soumises. Néanmoins elles n'ont pas participé activement au renversement de la dictature et par la suite elles n'ont pas eu la possibilité de devenir des acteurs de l'avenir du nouveau Congo. De leur côté, les grands pays industrialisés n'ont rien fait pour aider à la remise en état de l'économie congolaise. Ils ont adopté généralement une attitude de refus d'assistance aux efforts de développement. Comme le disait très bien Colette Braeckman dans un éditorial du Soir de Bruxelles : « Non seulement les Congolais ont été privés de l'aide qui aurait dû leur revenir après le départ de Mobutu, mais les première recettes de l'État ont dû être affectées au paiement de la dette extérieure contractée par le richissime dictateur » (1).

#### Avant la « rébellion »

Les maux qui avaient marqué dès les premiers mois le nouveau régime ont débouché sur une situation critique dans les six premiers mois de 1998 : la situation était devenue intenable dans l'Est du pays où les citoyens congolais rwandophones (appelés Tutsis, Banyamulenge) sont devenus à nouveau victimes de discriminations; une vague d'arrestations souvent arbitraires a secoué les milieux dirigeants (plusieurs ministres et haut responsables ont été emprisonnés à partir de février 1998 et surtout en mai 1998); les conseillers rwandais ont été renvoyés ; Laurent Désiré Kabila et Gaëtan Kakudji ont promu systématiquement à des postes-clé des personnes originaires de leur région. Les régimes rwandais



et ougandais ont très mal pris l'évolution de la direction kabiliste. En soutenant fortement Kabila et en aidant à la constitution de l'AFDL, ils avaient espéré une plus grande sécurité pour leurs frontières et pour les Congolais rwandophones. Ils avaient également compté sur la réalisation de projets économiques définis entre Congolais, Rwandais et Ougandais de manière à améliorer leur possibilité de développement : construction d'une route d'accès à la ville de Kisangani, ce qui leur aurait donné un accès à l'Océan Atlantique via le fleuve Congo ; exploitation du méthane du lac Kivu,

### Logique militaire

Leur mécontentement s'est exprimé par leur absence au sommet régional convogué à Kinshasa par Kabila en mai 1998. Le renvoi des conseillers rwandais et l'agitation renouvelée au Kivu les a visiblement décidé à passer à l'action en apportant directement leur soutien à une opération militaire visant à remplacer Kabila à Kinshasa. A la rébellion qui avait réussi une offensive militaire fulgurante a répondu une intervention militaire angolaise et zimbabwéenne qui apparemment a acculé les « rebelles » à la défaite dans l'Ouest du pays. Tout cela s'est passé dans le cadre de l'absence impressionnante d'action du peuple congolais. La logique de guerre a prévalu. Ni Kabila, ni le RCD n'ont réussi à mobiliser la population de leur côté.

<sup>\*</sup> Eric Toussaint préside le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM). Il vient de publier *La Bourse ou la vie, la finance contre les peuples*, éd. CADTM-CETIM-Luc Pire-Syllepse, Bruxelles-Genève-Paris 1998.

<sup>1.</sup> Le Soir, 20 août 1998.

La logique enclenchée par l'évolution négative du régime de Kabila, par la réponse militaire des régimes rwandais et ougandais, suivie par l'intervention militaire massive de l'Angola et du Zimbabwe aux côtés de Kabila risque d'être dramatique. Le régime de Kabila ne va-t-il pas renforcer son évolution autoritaire ? Comment les progressistes et internationalistes congolais vont-ils surmonter les nouveaux obstacles mis sur la voie de l'émancipation panafricaniste et socialiste ? Quel va être le sort des Banyamulenque et de tous les Congolais rwandophones ? Le pays ne risque-t-il par une partition de fait ? La logique de la guerre et des interventions étrangères ne risque-telle pas de surdéterminer l'avenir des peuples de la région pour une longue période ? Les puissances impérialistes des pays industrialisés ne vont-elles pas discrètement continuer à attiser les contradictions entre pays voisins pour qu'ils s'épuisent dans un conflit interminable tout en permettant aux multinationales françaises, nord-américaines, sud-africaines, belges d'exploiter le pétrole angolais et congolais ainsi que les autres précieuses richesses naturelles du Congo?

Ces interrogations angoissantes ne doivent pas laisser inactifs les socialistes internationalistes au Nord. Ne faut-il pas redoubler d'efforts pour tenter de favoriser un changement de rapport de force favorable à des solutions globales : pour l'annulation de la dette extérieure des pays des grands lacs et de l'Afrique australe ; pour l'expropriation des avoirs mal acquis par les riches du Sud et leur rétrocession aux populations; pour un plan d'aide massif à la reconstruction par voie de dons ; pour un soutien au panafricanisme, comme alternative à la montée des ethnicismes.

## L'inacceptable et odieux racisme

D ans leur lutte contre ladite rébellion, les autorités de Kinshasa ont progressivement pris un cours délibérément raciste, organisant la répression sélective à l'égard des Tutsis ou présumés tels, proférant des discours appelant à la haine raciale et justifiant « l'éradication » des Tutsis, des Rwandais et des Ougandais.

C'est en contradiction avec une déclaration faite avant que la « rébellion » n'éclate, le gouvernement avait en effet rejeté tout acte de « haine tribale ». Pourtant dès les premiers jours d'août, les plus hauts dirigeants et les médias à leur service versaient dans celle-ci. « Il faut écraser la vermine » affirme dès les premiers jours d'août le quotidien pro-gouvernemental Demain le Congo. « Les Tutsis risquent de connaître la triste expérience des Juifs », précisait le journal avant d'affirmer dans un numéro suivant que « Les Tutsis sont perfides, bruts, rancuniers et sanguinaires » (2).

Cette propagande raciste a été accompagnée d'actes d'emprisonnement, voire d'exécutions sommaires de Tutsis dès les premiers jours d'août sur le territoire congolais (3).

### La haine raciale, moyen de gouvernement

Par la suite, quand les « rebelles » se sont rapprochés de Kinshasa, l'appel à la haine raciale est devenu le ciment utilisé par les responsables du régime pour entraîner les masses kinoises derrière eux. Le chef de Cabinet du président Kabila, Yerodia Ndombasi, a appelé la population à « écraser la vermine des agresseurs » et a assimilé les Tutsis à « des déchets, des microbes qu'il faut que l'on éradique avec méthode, avec résolution » (4). Quelques jours auparavant, il avait appelé les Kinois à « permettre aux forces armées congolaises de mener à bien l'éradication et l'écrasement total de cette vermine des envahisseurs rwandais et ougandais » (5). Le gouvernement a appelé sans cesse la population à la vigilance et à la mobilisation pour « bouter les Tutsis rwandais hors du territoire national » (6). Le ministre congolais de l'Information Didier Mumengi a déclaré à la radio : « Le moment est venu de mettre définitivement fin aux derniers soubresauts des envahisseurs qui n'ont d'autre alternative que de fuir devant la détermination du peuple congolais à ne pas se laisser asservir par le petit peuple tutsi ». (7)

Selon les deux envoyés spéciaux de la RTBF, l'armée a invité des journalistes présents à Kinshasa à suivre une opération de ratissage, le 27 août. Leur témoignage est accablant : les Tutsis ou présumés tels ont été assassinés par des civils puis brûlés dans plusieurs endroits de la ville. Il y a un lien entre ces crimes et le discours raciste des dirigeants. Le racisme à l'égard des Tutsis, des Rwandais et Ougandais a été érigé en devoir patriotique.

### Des propos criminels

Les propos tenus par certains dirigeants de Kinshasa ont un caractère criminel comme le souligne Eric David, professeur de droit international à I'ULB: « Je voudrais d'abord rapidement dire que lorsque le chef de cabinet de Laurent-Désiré Kabila parle de "vermine" et de "microbes", on assiste à un phénomène qui n'est pas juridique, mais sociologiquement bien connu, de dévaluation, de déshumanisation, de réification de l'adversaire. L'adversaire n'est plus un homme, il devient un animal, une chose, et cela rend beaucoup plus facile d'assurer son élimination physique pure et simple ». (8)

Ceux des dirigeants congolais qui ont proféré les diatribes mentionnées plus haut sont condamnables pour appel à un génocide, défini dans la Convention de 1948 comme : « l'un des quelconques actes commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie un groupe national, ethnique racial ou religieux comme tel ».

Bien sûr, on espère que dans le développement de la crise congolaise, il n'y aura pas de répétition de comportement génocidaire. Néanmoins ce qui s'est passé à la fin août ne devrait pas rester impuni. Et si l'engrenage de la haine raciale — voire de la mise en pratique d'un projet génocidaire — avait lieu, la responsabilité des plus hauts responsables du régime de la RDC serait directement engagée.

E. T.

<sup>2.</sup> cité dans Le Monde le 26 août 1998.

<sup>3.</sup> voir le communiqué daté du 8 août 98 du Comité pour le respect des Droits de l'Homme et de la Démocratie au Rwanda (Tél.: 00 32 2 2171629).

<sup>4.</sup> cité dans Le Soir du 29-30 août 1998.

<sup>5.</sup> cité dans Le Soir du 27 août 1998.

<sup>6.</sup> cité dans Le Soir du 20 août 1998.

<sup>7.</sup> cité dans Le Soir du 27 août 1998.

<sup>8.</sup> Le Soir du 29-30 août 1998.

### A propos de la rébellion

eux qu'on appelle les "Rebelles" veulent par la guerre venir à bout de ce qu'ils appellent une dérive totalitaire du régime de Kabila. Manifestement, ils n'ont pu mener leur offensive qu'avec l'appui des régimes ougandais et rwandais. Le recours à cet appui extérieur est ce qui est le plus régulièrement critiqué tant par les autorités de Kinshasa que par la presse occidentale (même quand celle-ci ne dénonce pas la rébellion).

La critique fondamentale de la "rébellion" ne doit-elle pas être d'une autre nature? En effet, comment empêcher qu'une dictature ne renaisse sans que le peuple lui-même soit l'acteur principal de cette lutte émancipatrice? Le recours à une lutte militaire avec les moyens traditionnels de la guerre n'est-il pas inadéquat si l'objectif poursuivi est réellement : plus de démocratie? La stratégie suivie par la "rébellion" visait à obtenir une victoire militaire rapide avec l'appui actif des régimes ougandais et rwandais et la neutralité du régime angolais. Les "rebelles" affirment qu'ils auraient ainsi ouvert la voie à un processus démocratique. Cette conception qui donne la primauté au militaire et qui considère le peuple comme un élément passif, renvoie certainement à une conception autoritaire qui prévaut à la tête des régimes ougandais et rwandais et qui les rapproche du régime en place à Kinshasa.

Au sein de la "rébellion", les militaires semblent dominer la situation au détriment des civils. En effet, ce n'est que quinze jours après le début de la "rébellion" qu'a été annoncée l'existence d'une structure politique : le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). On peut relever l'hétérogénéité de ce mouvement. S'y retrouvent des ex-dirigeants du régime de Kabila (Bizima Karaha, exministre des Affaires étrangères ; D. Bugera, co-fondateur de l'AFDL en 1996, tous deux proches du régime rwandais ; Shambuyi Kalala, militant maoïste, expropagandiste de l'AFDL), des antimobutistes notoires n'ayant pas occupé de responsabilité dans le régime de L-D Kabila (le président du RCD : Ernest Wamba-dia-Wamba, professeur d'Histoire à l'Université de Daar Es Salaam ; Jacques Delpechin) ; des dinosaures du régime de Mobutu comme Thambwe Mwanba, fondateur du parti conservateur UDI (Union des démocrates indépendants, que l'opinion kinoise qualifiait plutôt d'Union des dinosaures impunis).

On peut raisonnablement douter du fait que le président du RCD et les autres responsables civils soient ceux qui décident de la stratégie à suivre. Le type d'alliance que représente la "rébellion" fait aussi problème : il semble que des forces mobutistes aient prêté leur concours à la "rébellion".

## La nouvelle guerre mondiale de l'Oncle Sam

n le dit partout à Washington, le Pentagone est nostalgique de la querre froide. Car à la belle époque, l'Union soviétique, cet « empire du mal » fustigé par Ronald Reagan, représentait une menace militaire évidente, qu'il fallait combattre et qui justifiait un gigantesque dispositif militaire. Et au delà des fractures politiques et sociales habituelles, un très large consensus rassemblait la population et les élites politiques américaines autour de la nécessité de « contenir, puis de refouler » (contain and roll-back) I'ours venu du

### Du Vietnam à l'Afghanistan

Le monde était divisé en deux et chaque conflit régional devenait un terrain de jeu pour les superpuissances. Et jusqu'aux années 80, les Soviétiques ont profité de l'embourbement américain aux côtés de dictatures décrépites (Nicaragua, Salvador) ou de puissances coloniales déclinantes (le Portugal en Angola, la France au Vietnam). L'armée américaine aux quatre coins de la planète perpétrait des interventions meurtrières, en défense du « monde libre ». Au Vietnam cependant, cette politique se cogna contre un terrible os. Les États Unis se retrouvèrent isolés et quelques années plus tard, des révolutions populaires emportaient plusieurs de leurs pions stratégiques au Moyen Orient et en Amérique centrale.

Devant ces échecs, Washington en étudiant les tactiques de l'adversaire mit au monde le concept de « conflit de basse intensité », conjuguant le sabotage, l'utilisation de forces irrégulières et de tactiques de guérillas à celle de la querre conventionnelle et de l'arme nucléaire. Entre temps, l'Afghanistan coincée entre l'armée soviétique et la rébellion traditionaliste devint un formidable laboratoire de cette nouvelle vision stratégique. Embourbée dans une guerre qui lui coûtait des milliers de soldats, la puissance militaire d'une URSS qu'on qualifiait d'inattaquable connut sa fin dans les montagnes afghanes. Quelques mois plus tard, le pays en entier sombrait dans le chaos.

### Les étranges alliés du « monde libre »

La rébellion afghane outre ses indéniables capacités guerrières dut ses succès aux fameux « stingers » américains (missiles antiaériens) et à une gigantesque aide américaine tout azimut, que la CIA estime elle-même à trois milliards de dollars (1). Au-delà de l'objectif déclaré de ces « combattants de la liberté » vantés par le président Reagan, le mouvement afghan regroupa un formidable éventail de ce tout ce que l'Asie centrale et le Moyen-Orient comptent de forces rétrogrades, anti-modernistes et anti-progressistes. Les moudjahidines afghans, mais aussi ceux mobilisés par Ben Ladden que les États Unis accusent aujourd'hui d'avoir organisé les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar-es-Salam, venaient non seulement pour en découdre avec l'URSS communiste et athée, mais pour établir le pouvoir d'une poignée de mollahs. Cet intégrisme version Islam, n'avant rien à envier aux forces politiques utilisant ici le judaïsme et ailleurs le christianisme ou l'hindouisme, fut alors soutenu, financé et armé de pied en cap par les États-Unis. Ailleurs dans la région, des groupes intégristes égyptiens, algériens, palestiniens bénéficièrent pendant longtemps de l'appui discret de la CIA parce qu'ils avaient le mérite de combattre les forces de gauche et nationalistes alors opposées à la politique américaine.

#### Frankenstein

Comme dans la fable de Frankenstein, la « créature » s'est retournée contre son géniteur et aujourd'hui, la secrétaire d'état américaine Madeleine Albright peut dire que les États-Unis sont en guerre contre les intégristes. Mais les bombardements au Soudan et en Afghanistan, présentés comme une mesure destinée à punir les responsables des attentats anti-américains n'ont convaincu à peu près personne. Une enquête du réseau NBC révélait récemment que la destruction de l'usine al Shia en banlieue de Khartoum aurait été une « erreur », puisqu'il ne pourrait être prouvé que l'usine en question était réellement impliquée dans la production d'armes chimiques (2). Mêmes les alliés les plus inconditionnels des États-Unis, y compris la Grande Bretagne, sont embarrassés par ces actions à la Rambo qui n'ont finalement rien à voir avec la lutte contre le terrorisme. Reste à savoir si l'opération avait davantage à voir avec les amours de Bill et Monica qu'avec les menaces intégristes. Mais en attendant, des observations plus sévères notent que l'alliance implicite des États-Unis avec les intégristes continue. Les talibans aujourd'hui au pouvoir en Afghanistan ne pourraient survivre sans l'appui du Pakistan et de l'Arabie séoudite, d'indéfectibles alliés des États-Unis dans la région.

### La nouvelle bête à abattre

Ces inconfortables alliés-démonsenfants ingrats que sont les intégristes présentent en effet plusieurs avantages pour Washington. D'une part, ils continuent de menacer effectivement les mouvements démocratiques et contestataires de la région. Ils nuisent également à l'ex-URSS qui voudrait bien maintenir son influence en Asie centrale. Enfin et ce n'est pas un petit arqument, ils justifient la consolidation, voire l'expansion de la présence militaire américaine dans le monde. Le nouvel ennemi, le terrorisme international . doit être combattu sans relâche, avec toute la puissance militaire dont est capable la seule superpuissance de la planète. Presque chaque jour, les Américains entendent la télévision leur dire que leur vie est menacée par un barbu quelconque à l'autre bout de la planète. Dans cette formidable opération médiatique, les faits ne comptent pas vraiment. Ainsi selon le New York Times, les statistiques officielles ont établi qu'un Américain a 10 fois plus de chances de mourir frappé par la foudre que d'être tué dans un attentat terroriste (3).

En Asie et au Moyen-Orient par contre, 1es mouvements intégristes sont la cause d'une véritable descente en enfer. D'autre part, les gesticulations américaines, surtout lorsqu'elles s'accompagnent d'agressions militaires comme on l'a vu récemment, verrouillent encore plus une situation déjà insupportable. Pas surprenant dans ce contexte que les mouvements qui combattent au premier plan les intégristes, comme c'est le cas au Soudan par exemple, se démarquent de la politique américaine. Comme quoi contrairement à l'adage, «l'ennemi de mon ennemi n'est pas toujours mon ami».

P. B.

suite de la page 36 et non revenir au statu quo ancien, ce qui implique des changements fondamentaux, notamment une réforme agraire pour permettre aux paysans pauvres de se libérer du joug des élites traditionnelles, ainsi qu'une démocratisation en profondeur des institutions politiques du pays.

### Viser la population civile

Récemment, devant la pression internationale, le gouvernement a suspendu les opérations militaires au sud, soit-disant pour faciliter l'aide humanitaire. Parallèlement, profitant des divisions de l'opposition, les intégristes au pouvoir à Khartoum veulent coopter le SPLA, en lui offrant une autonomie limitée à certaines parties du sud, en excluant bien sûr, les zones riches de pétrole où prospectent plusieurs compagnies étrangères, notamment une firme de Calgary, Arakis (2).

Mais au même moment, l'armée relance ses attaques contre les zones de l'est contrôlées par SAF. Loin des caméras et des ONG occidentales, 55 000 personnes ont dû fuir leurs villages dans les montagnes Taka le long de la frontière avec l'Erythrée. Selon le commandant de SAF, Abdel Azziz Khalid, l'armée a déplacé plusieurs brigades du nord vers l'est pour récupérer d'importants centres stratégiques qu'avait conquis SAF dans les derniers mois, notamment le port de Agig. Dans cette région peuplée à cent pour cent de Musulmans, les intégristes de Khartoum pratiquent le même genre de terrorisme que celui mis en place contre les populations chrétiennes du sud (bombardements massifs contre des cibles civiles. exécutions en masse, etc.). «Tourabi dit que nous sommes aussi les ennemis de affirme le commandant Dieu» Khalid (3).

Dans le sud, notamment dans la province de Bahr El-Ghazal, l'aide d'urgence pourvue par l'ONU est plus importante, mais là encore, les besoins sont de loin supérieurs, d'autant plus que les paysans ne peuvent plus cultiver leurs champs, entre autres à cause des centaines de milliers de mines anti-personnel semées par l'armée gouvernementale. Une nouvelle offensive de l'armée gouvernementale semble prévue pour décembre prochain.

Le poids de Washington dans le déroulement de la crise soudanaise n'est pas léger. Historiquement, les États-Unis ont été les principaux alliés de la dictature qui a dominé le pays jusqu'en 1986. Par la suite, lors de l'essor du mouvement démocratique jusqu'au début des années 90, la politique américaine a été relativement passive, y

compris lors du coup d'État qui a mené les intégristes au pouvoir en 1991. Depuis, en fonction des alliances de Khartoum avec l'Iran et l'Irak, et du fait de l'appui apporté par Tourabi à d'autres mouvements intégristes du Moyen-Orient et d'ailleurs, les États-Unis ont soudainement "découvert" la menace soudanaise.

Selon les opposants de la NDA, l'hostilité des États-Unis envers Khartoum reste cependant largement théorique. Même le récent bombardement de l'usine pharmaceutique de Bahri à l'est de la capitale, leur semble une gesticulation autant inutile que coûteuse (4). Tourabi a même remercié le président Clinton de cette agression qui, sans nullement atteindre les capacités militaires du Soudan, fait passer le régime intégriste pour une pauvre victime ! (5)

### L'impasse persiste

Pour le moment donc, Khartoum peut respirer, car il est peu probable que les États-Unis intensifient leur pression, d'autant plus que d'autres pays occidentaux, notamment la France, font tout pour éviter l'isolement d'un régime qu'ils soutiennent discrètement.

Par ailleurs, le régime intégriste bénéficie d'un contexte régional relativement favorable. Les deux pays alliés de l'opposition soudanaise, l'Éthiopie et l'Erythrée, sont coincés dans un conflit qui menace de s'envenimer et qui a déjà fait plusieurs centaines de victimes et 250 000 personnes déplacées. Plus au sud, l'Ouganda, un autre ennemi du gouvernement soudanais, est enlisé dans la guerre au Congo pendant que son territoire est attaqué par des milices soutenues par Khartoum.

Bref, le pouvoir de Tourabi joue sur plusieurs tableaux et pour le moment réussit à tirer son épingle du jeu.

<sup>1.</sup> Tim Weiner, \*Raids are seen as one battle in a long fight\*, New York Times, 23 septembre 1998.
2. Transcriptions de MS NBC, US admits mistakes

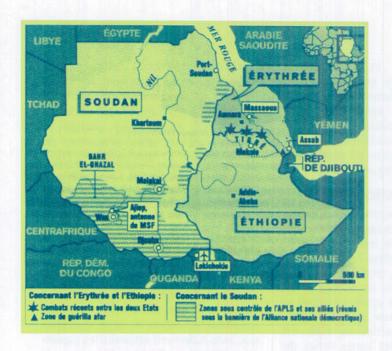
in Sudan strike, 2 septembre 1998.

<sup>3.</sup> Article déjà cité de Tim Weiner, New York Times, 23 septembre 1998.

<sup>2.</sup> Arakis dispose d'une installation pétrolière à Heglig, à 700 Km au sud de Khartoum et à peine à 100 Km des zones contrôlées par le SPLA. Arakis est également partenaire dans la construction d'un pipeline de \$850 millions de dollars pour amener le pétrole vers Port Soudan. En dépit des pressions exercées par diverses ONG et églises canadiennes demandant à Arakis de suspendre ses activités au Soudan, la firme de Calgary prétend continuer «business as usual». Source: Toronto Star, 27 août 1998, «Canadian oil firms in Sudan jitery after US missile attack». 3. Africa Confidential, 10 juillet 1998.

<sup>4.</sup> Les fameux missiles *Tomahawk* utilisés lors de cette opération, coûtent à l'armée américaine, un million de dollars chacun. Pendant ce temps, les rebelles ne disposent même pas d'armes antiaériennes pour faire face aux assauts des bombardiers gouvernementaux.

<sup>5.</sup> Cité par Scott Peterson, «US attack is best gift for Sudan». Christian Science Monitor, 31 août



A u Soudan selon toutes les estimations, au moins 2,6 millions de personnes sont menacées. Dans la ville de Wau dans le sud du pays, les agences de l'ONU rapportent plus de 300 morts par jour, en grande majorité des enfants. La famine et la guerre, deux processus intrinsèquement liés, ont fait en 15 ans un million et demi de victimes. Malgré l'aide humanitaire, la débâcle actuelle risque d'être encore plus grave. Qui est responsable ? Comment s'en sortir ?

Le gouvernement soudanais dominé par Hassan al-Tourabi et ses intégristes du Front national islamique est engagé dans une double offensive. Sur le plan politique, et dans le cadre des négociations entamées sous l'égide des pays de la région regroupés dans l'IGAD (1),

### La crise soudanaise : ombres et lumières

Tourabi espère diviser l'opposition et consolider son pouvoir. Sur le plan militaire, et ce en dépit des sanctions très partielles imposées par les États Unis, le régime intégriste veut en finir avec la rébellion, non seulement celle du sud animée par l'armée de libération du Sud Soudan (SPLA), mais également celle du nordest, qu'organise contre vents et marées la Soudan Alliance Forces (SAF), un mouvement issu de la grande révolte anti-dictatoriale de 1986. Devant cette situation, les diverses factions de l'opposition cherchent à s'organiser dans le cadre d'une vaste coalition, la National Democratic Alliance (NDA).

### Le projet de l'opposition

La NDA est un regroupement arc-en-ciel qui réunit la presque totalité des forces politiques à l'exception des intégristes du NIF. Le groupe le plus important du point de vue de ses forces militaires est le SPLA, bien implanté dans le sud du pays, et qui dispose d'une infrastructure bien pourvue par l'appui de certains pays de la région. Outre le SPLA, on retrouve également dans la NDA



les traditionalistes (Oumma et Democratic Unionist Party) représentant les élites commerciales et économiques du pays, les progressistes de SAF et plusieurs partis régionalistes de toutes les régions du pays comme le Beja Congress (est) et la Federal Democratic Alliance (ouest).

Réuni au Caire le 15 août dernier, le comité exécutif de la NDA a affirmé sa volonté d'en finir avec les intégristes au pouvoir à Khartoum et réitéré le droit des populations du sud à l'autodétermination. La majorité des groupes



Mobilisés, les étudiants de Khartoum sont mis au pas

membres de la NDA n'endosse cependant pas l'idée d'une partition du pays, qui mènerait à créer un Soudan sudiste pauvre et démuni,

face à un Soudan nordiste demeurant sous la coupe des intégristes et bénéficiant des ressources du pays.

Le problème de l'opposition est que certaines de ses composantes, surtout le SPLA, adoptent des positions parfois ambiguës sur cette question. Le mouvement dirigé par John Garang est également dissident par rapport aux ambitions d'autres groupes comme SAF qui veulent transformer le Soudan, (lire la suite page 35)

\* Pierre Beaudet anime le Réseau Alternatives à Montréal (Québec).

1. L'Inter Government Authority for Development regroupe la plupart des pays de la région nord-est de l'Afrique, notamment l'Éthiopie, l'Erythrée, l'Ouganda, le Kenya, etc. Ce forum se veut un espace un discussion face aux problèmes de la région, dont la crise soudanaise.